



SÉNAT

Direction des comités

Activités et dépenses Rapport annuel

2010-2011

Édifice Chambers
40, rue Elgin, 10^e étage
Téléphone : 613-990-0088 / 1-800-267-7362
Télécopieur : 613-947-2104

Message de la greffière principale de la Direction des comités



Je suis heureuse de présenter le Rapport annuel 2010-2011 de la Direction des comités du Sénat, qui brosse un tableau des activités et des dépenses de la Direction et des nombreux comités auxquels elle apporte un soutien administratif, procédural et autre.

La 3^e session de la 40^e législature a commencé le 3 mars 2010 avec le discours du Trône, à la Chambre du Sénat. Le lendemain, le Comité de sélection a fait connaître ses recommandations quant à la composition des comités, et les réunions d'organisation des comités ont eu lieu peu après. Ces derniers ont été très actifs jusqu'à la dissolution, qui a mis fin à la session le 26 mars 2011. Les heures de séance et le nombre de témoins qui ont comparu pour présenter leur point de vue ont grandement surpassé la moyenne quinquennale.

Les comités ont trouvé de nouvelles façons de joindre les Canadiens. Par exemple, le Comité permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles est devenu le premier comité parlementaire canadien à utiliser Twitter pour parler de l'avenir énergétique du pays à la population. Le Comité permanent des peuples autochtones, lui, a cherché à joindre la population en plaçant une bannière publicitaire (espace situé dans le haut d'une page Web) sur le site Web du Réseau de télévision des peuples autochtones. La bannière redirigeait les internautes vers un communiqué « rehaussé », affiché sur le site Web du comité, leur permettant de prendre connaissance du rapport annoncé et d'en faire la retransmission au moyen de liens dans les médias sociaux.

La Direction des comités est fière de fournir un soutien professionnel et non partisan aux comités sénatoriaux pour les aider à atteindre leurs objectifs. Elle est très heureuse de recevoir les commentaires des présidents et des vice-présidents, car ils l'aident à évaluer et à améliorer ses services. La Direction est également fière de la rétroaction élogieuse qu'elle reçoit par les sondages réalisés auprès des témoins après leur comparution. Les réponses témoignent d'un niveau très élevé de satisfaction. En effet, 99 % des témoins lui ont accordé une cote de 4 ou 5 sur une échelle de 5 pour l'ensemble de ses services. Ces résultats, et le fait que 98 % des témoins ont jugé leur comparution utile, indiquent que la Direction des comités fournit un soutien de grande qualité à un processus parlementaire cher aux Canadiens.

Heather Lank
Greffière principale

Énoncé de mission

En tant qu'institution du Parlement du Canada, le Sénat du Canada fait partie intégrante du processus législatif fédéral. Afin de s'acquitter de son rôle législatif, le Sénat a constitué un certain nombre de comités chargés d'examiner les projets de loi et les budgets des dépenses, et de mener des études spéciales sur divers sujets. La Direction des comités assure un soutien administratif aux comités, les conseille sur la procédure parlementaire et leur fournit de l'information pour les aider à accomplir leurs tâches et à atteindre leurs objectifs. Pour remplir son mandat, la Direction des comités du Sénat estime qu'elle doit :

- offrir un service de qualité supérieure à tous les sénateurs siégeant au sein des comités;
- faire preuve de courtoisie, de professionnalisme et d'objectivité dans l'exercice de ses fonctions;
- respecter le principe de la confidentialité dans son travail avec les sénateurs et les comités;
- contribuer à améliorer l'image de marque du Parlement en général et du Sénat en particulier;
- observer le *Règlement*, les règles et les politiques du Sénat;
- veiller au perfectionnement de ses ressources humaines;
- encourager l'innovation afin d'améliorer le fonctionnement de la Direction.

Greffiers (greffières), adjointes administratives et personnel de soutien (2010-2011)

Heather Lank
Greffière principale

Gérald Lafrenière (jusqu'en octobre 2010)
Greffier principal adjoint
Catherine Piccinin (depuis octobre 2010)
Greffière principale adjointe

Brigitte Martineau
Adjointe administrative

Debbie Larocque
Adjointe administrative

Greffiers / greffières *(par ordre alphabétique)*

Shaila Anwar
Lynn Gordon
Line Gravel
Keli Hogan
Danielle Labonté
Vanessa Moss-Norbury (depuis février 2011)
Kevin Pittman
Barbara Reynolds (depuis mai 2010)
Jessica Richardson
Denis Robert (jusqu'en janvier 2011)
Josée Thérien
Adam Thompson
Marcy Zlotnick

Greffières législatives

Mireille K. Aubé
Allison Button

Coordonnatrice des statistiques

Sylvie Trudeau

Adjointes administratives *(par ordre alphabétique)*

Tracy Amendola
Louise Archambeault
Lyne Héroux
Maritza Jean-Pierre
Natalie Lemay-Paquette
Diane McMartin (depuis septembre 2010)
Louise Pronovost
Nicole Raymond
Monique Régimbald
Chelsea Saville (jusqu'en juillet 2010)
Sylvie Simard
Anita Vinette

Commis-réceptionniste

Arianne Legault

Messenger

Pierre Fréchette

Table des matières

Message de la greffière principale de la Direction des comités	i
Énoncé de mission	ii
Greffiers (greffières), adjointes administratives et personnel de soutien	iii
Partie I – Renseignements généraux	
Aperçu des dépenses et des activités	3
Faits saillants des rapports sur les études spéciales.....	9
Partie II – Profils des comités 2010-2011	
Affaires étrangères et commerce international	20
Affaires juridiques et constitutionnelles.....	23
Affaires sociales, sciences et technologie	27
Agriculture et forêts	31
Banques et commerce.....	33
Conflits d'intérêts des sénateurs.....	36
Droits de la personne	38
Énergie, environnement et ressources naturelles.....	42
Finances nationales.....	46
Langues officielles.....	50
Pêches et océans	52
Peuples autochtones	55
Régie interne, budgets et administration	58
Règlement, procédure et droits du Parlement	60
Sécurité nationale et défense.....	62
Sous-comité des anciens combattants	65
Sélection	67
Transports et communications	69
Comité mixte de la Bibliothèque du Parlement	72
Comité mixte d'examen de la réglementation.....	74
Comité spécial sur l'antiterrorisme.....	76
Partie III – Dépenses des comités	
Rapport détaillé sur les dépenses des comités	78
Rapport des budgets et dépenses des comités.....	79
Ventilation des dépenses des témoins	82

Partie I – Renseignements généraux

Aperçu des dépenses et des activités

Dépenses de fonctionnement

Durant l'exercice 2010-2011, la Direction a offert son soutien à 20 comités permanents, spéciaux et mixtes (ainsi qu'à un sous-comité)*.

Direction des comités	
(32 années-personnes en 2010-2011)	
Dépenses de fonctionnement	
Direction :	2 204 141 \$
Comités :	687 050 \$
Témoins :	302 448 \$
Autres :	197 025 \$

Activités des comités

Au Sénat, la majeure partie du travail s'accomplit au sein des comités. En moyenne, ceux-ci étudient une cinquantaine de projets de loi et entreprennent une cinquantaine d'études spéciales par année. Chaque comité a son propre mandat et son propre champ d'études. Certains n'étudient que rarement des projets de loi tandis que d'autres s'y consacrent presque exclusivement. Le Sénat compte actuellement 19 comités permanents. Leur taille, leur champ d'études général et le nombre de membres requis pour le quorum sont précisés au paragraphe 86(1) du *Règlement du Sénat*.

* Toutes les données contenues dans ce rapport proviennent des *Journaux du Sénat*, des procès-verbaux des comités sénatoriaux et des dossiers de la Direction des finances du Sénat.

Activités des comités

Le tableau suivant compare les activités de tous les comités sénatoriaux par exercice depuis 2006-2007.

Indicateurs	2010-2011	2009-2010	2008-2009	2007-2008	2006-2007	Moyenne sur 5 ans
Réunions	591	514	361	444	541	490,2
Rapports	125	131	117	151	154	135,6
Heures en comité	1 060,2	867,1	643,2	775,3	1033,8	875,9
Témoins	1 887	1 424	1 112	1 381	1 627	1 486,2
Projets de loi	58	51	43	66	40	51,6
Nombre d'heures en missions d'étude	275,8	439,6	160,9	283,4	371,9	306,3
Études préalables ou étude du sujet des projets de loi	1	3	1	3	1	1,8
Études spéciales entreprises	54	63	61	64	58	60
Déplacements	18	20	14	15	26	18,6

Le tableau suivant porte sur les ordres de renvoi que les comités sénatoriaux ont reçus au cours de l'exercice 2010-2011.

Ordres de renvoi	Nombre de réunions	% du total des réunions	Nombre d'heures	% du total des heures
Projets de loi et sujet des projets de loi	142	24,0	274,6	25,9
Études spéciales	387	65,5	715,8	67,5
Com. perm. (Conflits d'int., Régie int., Bibliothèque, Règlement, Sélection, Examen de la réglementation)	62	10,5	69,8	6,6
Total	591	100	1 060,2	100

Projets de loi

Le tableau suivant compare le nombre de projets de loi renvoyés à des comités sénatoriaux au cours de chaque exercice depuis 2006-2007.

Exercices	Projets de loi	Nombre total de réunions	Nombre total d'heures	Nombre total de témoins
2010-2011	58	140	271,5	689
2009-2010	51	86	165,1	398
2008-2009	43	85	159,0	338
2007-2008	66	121	203,2	429
2006-2007	40	100	216,8	427
Moyenne sur 5 ans	51,6	106,4	203,1	456,2

Études spéciales

Le tableau suivant compare le nombre d'études spéciales entreprises par des comités sénatoriaux au cours de chaque exercice depuis 2006-2007.

Exercices	Études spéciales	Nombre total de réunions	Nombre total d'heures	Nombre total de témoins	Nombre d'heures en missions d'étude
2010-2011	54	387	715,8	1 136	275,8
2009-2010	63	362	622,4	984	439,6
2008-2009	61	228	429,4	670	160,9
2007-2008	64	271	509,3	911	283,1
2006-2007	58	359	694,4	1 186	371,9
Moyenne sur 5 ans	60,0	321,4	594,3	977,4	306,3

Consultations

Chaque année, les comités se déplacent pour recueillir des témoignages aux niveaux local et régional. Ils tiennent des réunions publiques officielles un peu partout au Canada et font également des missions d'étude à caractère moins officiel au Canada et à l'étranger. Ces voyages permettent aux sénateurs de se familiariser avec les sujets qu'ils étudient et d'obtenir des témoignages et de l'information impossibles à obtenir en demeurant à Ottawa.

Quand les comités se rendent à l'étranger pour se documenter, ils sont alors en « mission d'étude », ce qui veut dire que leurs délibérations ne sont pas considérées comme officielles et qu'aucune transcription de celles-ci n'est publiée. Cependant, l'information recueillie demeure précieuse pour les comités et peut servir à la rédaction de leurs rapports.

Affaires étrangères et commerce international (étude sur l'émergence de la Chine, de l'Inde et de la Russie dans l'économie mondiale et les répercussions sur les politiques canadiennes)

Mission d'étude :

- Delhi, Hyderabad et Mumbai (Inde) (5-10 septembre 2010)

Affaires sociales, sciences et technologie (étude sur l'état de la préparation du Canada en cas de pandémie)

Mission d'étude :

- Ottawa (Ontario) (4 novembre 2010)

Agriculture et forêts (étude sur l'état actuel et les perspectives d'avenir du secteur forestier au Canada)

Missions d'étude :

- Vancouver, Williams Lake, Penticton et Kelowna (Colombie-Britannique) (8-10 septembre 2010)
- Timmins (Ontario) (15 septembre 2010)
- Chibougamau (Québec) (16 septembre 2010)
- Thurso et Lachute (Québec) (6 décembre 2010)

Énergie, environnement et ressources naturelles (étude sur de nouvelles questions concernant son mandat)

Audiences publiques :

- Montréal (Québec) (8 février 2011)
- Halifax (Nouvelle-Écosse), Saint John (Nouveau-Brunswick), Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) et St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) (28 février-3 mars 2011)

Missions d'étude :

- Chalk River et Darlington (Ontario) (18 novembre 2010)
- Darlington (Ontario) (25-26 novembre 2010)
- Montréal (Québec) (7 février 2011)

Langues officielles (étude sur la *Loi sur les langues officielles* - les communautés anglophones du Québec)

Audiences publiques :

- Québec, Sherbrooke et Montréal (Québec) (13-17 septembre 2010)

Missions d'étude :

- Québec, Sherbrooke et Montréal (Québec) (13-17 septembre 2010)

Pêches et océans (étude sur les questions relatives au cadre stratégique actuel et en évolution du gouvernement fédéral pour la gestion des pêches et des océans du Canada – les phares)

Missions d'étude :

- Sydney, Louisbourg et Halifax (Nouvelle-Écosse) (31 mai-3 juin 2010)
- Gander, Twillingate, dans la presqu'île d'Avalon et St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) (1^{er}-5 novembre 2010)
- Victoria, Nanaimo, Campbell River, Prince Rupert et Vancouver (Colombie-Britannique) (16-20 novembre 2010)

Peuples autochtones (étude des questions générales relatives aux peuples autochtones du Canada - éducation)

Audiences publiques :

- Edmonton (Alberta) (7 octobre 2010)

Missions d'étude :

- Saskatoon (Saskatchewan), Lloydminster et Edmonton (Alberta) (4-8 octobre 2010)
- Sydney (Nouvelle-Écosse) et Fredericton (Nouveau-Brunswick) (30 novembre-2 décembre 2010)

Sécurité nationale et défense (étude sur la politique de sécurité nationale du Canada)

Missions d'étude :

- Edmonton (Alberta) (5-8 décembre 2010)
- Washington (D.C.) (17-18 février 2011)

Transports et communications (étude sur les questions émergentes concernant l'industrie aérienne du Canada)

Mission d'étude :

- Ottawa (Ontario) (1^{er} février 2011)

Internet parlementaire

La Direction des comités réévalue régulièrement sa présence sur le site Web du Parlement (www.parl.gc.ca) pour s'assurer que ce site est convivial et contient de l'information utile. Nous aimons ce mode de communication qui permet d'accroître la visibilité des comités sénatoriaux.

Tous les rapports des comités, les communiqués et les documents pertinents de la Direction sont convertis en format HTML ou PDF, ou dans les deux formats et sont diffusés sur Internet. L'information sur les comités sénatoriaux (date, heure et lieu des réunions, témoins, fréquences radio, télédiffusion ou enregistrement vidéo aux fins de diffusion par la CPAC) est mise à jour de façon régulière. Les documents essentiels de la Direction, comme le *Rapport annuel*, l'*Introduction aux comités sénatoriaux* et le *Guide pour participer à une étude pour un comité du Sénat*, sont également accessibles en ligne.

Rapports sur les études spéciales : une contribution à l'élaboration des politiques de l'État

Voici la liste des principaux rapports de 2010-2011, par comité. On trouvera dans les pages qui suivent un résumé de chaque rapport.

Affaires étrangères et commerce international

- *Un plan d'action canadien pour une nouvelle économie mondiale* (octobre 2010)
- *Saisir les occasions pour les Canadiens : la croissance de l'Inde et la prospérité future du Canada* (décembre 2010)

Affaires sociales, sciences et technologie

- *La réponse du Canada à la pandémie de grippe H1N1 de 2009* (décembre 2010)

Antiterrorisme (spécial)

- *Liberté, sécurité et la menace complexe du terrorisme : des défis pour l'avenir* (mars 2011)

Banques et commerce

- *L'épargne-retraite : la clé d'une retraite confortable* (juin 2010 – rapport provisoire)
- *L'épargne-retraite : la clé d'une retraite confortable* (octobre 2010 – rapport final)
- *L'examen décennal de la Banque de développement du Canada* (décembre 2010)

Droits de la personne

- *Refléter le nouveau visage du Canada : l'équité en emploi dans la fonction publique* (juin 2010)
- *Le Canada et le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies : tracer une nouvelle voie* (juin 2010)
- *Les femmes, la paix et la sécurité : le Canada agit pour renforcer la participation des femmes* (novembre 2010)
- *La formation en Afghanistan : inclure les femmes* (décembre 2010)

Énergie, environnement et ressources naturelles

- *Conférence GLOBE 2010 : au-delà de la science* (mai 2010)
- *Attention Canada! En route vers notre avenir énergétique* (juin 2010)
- *Les faits ne justifient pas l'interdiction des opérations actuelles de forage en mer : étude sénatoriale au lendemain de l'incident de la plate-forme Deepwater Horizon de BP* (août 2010)

Finances nationales

- *Les coûts et les avantages de la pièce de un cent canadien pour les contribuables et l'économie canadienne* (décembre 2010)

Langues officielles

- *La mise en œuvre de la partie VII de la Loi sur les langues officielles : on peut faire encore mieux* (juin 2010)
- *L'épanouissement des communautés anglophones du Québec : du mythe à la réalité* (mars 2011)

Pêches et océans

- *Le contrôle des eaux de l'Arctique canadien : rôle de la Garde côtière canadienne* (avril 2010)
- *La gestion des pêches et des océans dans l'ouest de l'Arctique canadien* (mai 2010)
- *Pleins feux sur les phares gardés de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve-et-Labrador : un rapport du comité* (décembre 2010)
- *Rapport sur la mise en œuvre de la Loi sur la protection des phares patrimoniaux* (mars 2011)

Peuples autochtones

- *Élections chez les Premières nations : une question de choix fondamental* (mai 2010)
- *Le chemin à parcourir : rapport sur les progrès accomplis depuis les excuses présentées par le gouvernement du Canada aux anciens élèves des pensionnats autochtones* (décembre 2010)

Sécurité nationale et défense

- *La mission canadienne en Afghanistan : et maintenant?* (juin 2010)
- *Souveraineté et sécurité dans l'Arctique canadien* (mars 2011)

Transports et communications

- *Plan pour un Canada numérique.ca* (juin 2010)

Faits saillants des rapports sur les études spéciales

Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international

Un plan d'action canadien pour une nouvelle économie mondiale

(Septième rapport (provisoire) déposé au Sénat le 28 juin 2010;
document parlementaire n° 3/40-469S)

Le rapport a été déposé en juin 2010. Après une étude ayant duré près de trois ans au cours de laquelle il a entendu 90 témoins, tenu 45 audiences et mené deux missions d'étude, le comité conclut dans son rapport que l'émergence de la Chine, l'Inde et la Russie a des conséquences non négligeables pour le Canada et sa prospérité commerciale future sur le plan national, bilatéral et mondial. Par conséquent, dans l'intérêt des entreprises canadiennes en particulier et dans celui des Canadiens en général, le comité recommande que le gouvernement du Canada élabore une série de politiques afin de mieux atténuer les difficultés et de tirer parti des avantages possibles pour améliorer les relations commerciales avec ces trois économies.

Saisir les occasions pour les Canadiens : la croissance de l'Inde et la prospérité future du Canada

(Huitième rapport (final) déposé au Sénat le 14 décembre 2010;
document parlementaire n° 3/40-864S)

Le comité a entrepris son étude sur l'émergence de la Chine, de l'Inde et de la Russie dans l'économie mondiale et son incidence sur les politiques canadiennes en novembre 2007. À l'issue de son étude, il en arrive à la conclusion que, pour aboutir, toute tentative de resserrement des rapports commerciaux entre le Canada et la Chine, l'Inde et la Russie exigera de la concentration, de la détermination et de la constance de la part du gouvernement canadien. Autrement dit, l'objectif est atteignable indépendamment de la taille relative de l'économie canadienne si le gouvernement sait s'y prendre.

Le comité croit aussi qu'il importe de traiter la Chine, l'Inde et la Russie individuellement. En effet, chacune vit une transformation qui a commencé à des moments différents dans le temps et suit un parcours qui lui est propre. Il s'ensuit que les débouchés, les défis et les risques diffèrent dans chaque cas si bien que la politique à leur égard doit être individualisée. Le gouvernement du Canada doit renforcer ses échanges et ses investissements bilatéraux avec la Chine, l'Inde et la Russie et se doter de politiques permettant d'atténuer les difficultés qui en découleront afin d'assurer la prospérité future du Canada et de tirer parti des avantages mutuels que peut offrir la montée de ces économies émergentes. Le comité fait également observer que le Canada a de nombreuses raisons stratégiques pour cibler l'Inde et son rapport renferme plusieurs recommandations à cet effet.

Comité permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie

La réponse du Canada à la pandémie de grippe H1N1 de 2009

(Quinzième rapport (final) déposé auprès du greffier du Sénat le 29 décembre 2010;
document parlementaire n° 3/40-896)

En juin 2010, le ministre de la Santé a demandé au comité d'entreprendre une étude sur la réponse du Canada à la récente pandémie de grippe H1N1. Le comité a entendu de nombreux témoignages au cours des 10 audiences qu'il a tenues à cet égard et, en décembre 2010, a finalement déposé son rapport final intitulé *La réponse du Canada à la pandémie de grippe H1N1 de 2009*. Dans son rapport, le comité rend hommage au travail des intervenants (ordres de gouvernement fédéral, provincial et territorial, professionnels de la santé, intervenants de première ligne et premiers répondants de niveau municipal et

régional). En contrepartie, le comité formule 18 recommandations, entre autres le renouvellement du financement pour la planification de la préparation en cas de pandémie, l'amélioration de la mise à l'essai du plan canadien de préparation, le renforcement des communications entre le gouvernement fédéral et les provinces et territoires pour garantir l'harmonisation des messages, l'accélération de la création et de la mise en œuvre d'ententes entre les différents ordres de gouvernement, l'amélioration de la surveillance et de la collecte des données, l'optimisation des campagnes de sensibilisation publique et l'utilisation accrue des ressources électroniques et des médias sociaux.

Comité spécial sur l'antiterrorisme

Liberté, sécurité et la menace complexe du terrorisme : des défis pour l'avenir

(Troisième rapport (provisoire) déposé au Sénat le 23 mars 2011;
document parlementaire n° 3/40-962S)

En mai 2010, le Comité sénatorial spécial sur l'antiterrorisme a entamé une étude spéciale sur l'évolution de la menace au Canada. Le rapport provisoire qu'il a déposé en mars 2011, *Liberté, sécurité et la menace complexe du terrorisme : des défis pour l'avenir*, porte sur l'évolution de la menace, les défis que présentent les enquêtes et les poursuites en matière de terrorisme ainsi que la surveillance parlementaire de la sécurité nationale. Le rapport fait état de deux grandes préoccupations : l'absence d'une surveillance parlementaire adéquate et en profondeur ainsi que le manque de recherches sérieuses portant spécifiquement sur la transition de la radicalisation vers la violence.

Dans son rapport, le comité souligne l'écart important qui s'est creusé entre le Canada et ses alliés sur le plan de la surveillance parlementaire de la sécurité nationale et recommande que, à l'instar des gouvernements américain, australien, britannique, français et néerlandais, le gouvernement fédéral constitue, par voie législative, un comité composé de membres des deux chambres du Parlement ayant le pouvoir d'exercer une surveillance parlementaire de la sécurité nationale. Ce comité relèverait du premier ministre, qui rendrait public le rapport d'un tel comité dans les 60 jours suivant sa réception.

Le comité a également souligné l'importance de comprendre comment la radicalisation des extrémistes mène à la violence. C'est pourquoi il recommande que, compte tenu du manque de recherches sérieuses au Canada portant spécifiquement sur la transition de la radicalisation vers la violence, le gouvernement fédéral offre son appui, notamment une aide financière permettant de mener de telles recherches, afin de mieux comprendre et de prévenir l'extrémisme violent.

Comité permanent des banques et du commerce

L'épargne-retraite : la clé d'une retraite confortable

(Troisième rapport (provisoire) déposé au Sénat le 10 juin 2010;
document parlementaire n° 3/40-389S)

L'épargne-retraite : la clé d'une retraite confortable

(Quatrième rapport (final) déposé au Sénat le 19 octobre 2010;
document parlementaire n° 3/40-756S)

En 2010, pour répondre à une demande du ministre des Finances, le comité a étudié l'épargne-retraite au Canada, et plus particulièrement les régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) et les comptes d'épargne libre d'impôt (CELI). Le rapport provisoire de juin 2010 résume les témoignages que le comité a entendus; le rapport final d'octobre 2010, quant à lui, reprend le résumé des témoignages et recommande certains moyens pour stimuler l'épargne ouvrant droit à l'aide fiscale au Canada, notamment aux fins de la retraite. En plus de la modification des REER, des CELI et des fonds enregistrés

de revenu de retraite, le comité recommande la création d'un mécanisme d'épargne-retraite fondé sur l'auto-inscription, avec droit de refus, la capacité de se servir des droits de contribution à un CELI et à un REER inutilisés, de même qu'une variété de fonds ayant des objectifs de placement, des barèmes de frais et des instruments de placement variés. Finalement, le comité recommande que l'Agence de la consommation en matière financière du Canada assume un rôle de surveillance et d'éducation publique par rapport aux conflits d'intérêts réels ou apparents concernant les gestionnaires de placement et les frais qu'imposent les représentants du secteur des placements.

L'examen décennal de la Banque de développement du Canada

(Septième rapport (final) déposé au Sénat le 15 décembre 2010;
document parlementaire n° 3/40-867S)

À l'automne 2010, le comité a mené un examen législatif décennal de la *Loi sur la Banque de développement du Canada*. Il a commenté positivement le travail de la Banque de développement du Canada (BDC) durant la récente crise financière et économique mondiale ainsi que ses efforts pour financer les petites et moyennes entreprises (PME). Dans son rapport, le comité s'est dit favorable à ce que la BDC continue d'offrir son aide et ses services financiers aux PME de façon à compléter les services qu'assurent les institutions financières canadiennes. En outre, le comité appuie la demande de la BDC d'élargir son éventail d'outils financiers et non financiers, ce qui comprend la capacité de prêter des fonds aux PME canadiennes qui investissent à l'étranger. Finalement, le comité recommande la modernisation de la structure de gouvernance de la BDC.

Comité permanent des droits de la personne

Refléter le nouveau visage du Canada : l'équité en emploi dans la fonction publique

(Deuxième rapport (provisoire) déposé au Sénat le 15 juin 2010;
document parlementaire n° 3/40-405S)

Le 15 juin 2010, le Comité sénatorial permanent des droits de la personne a déposé son rapport *Refléter le nouveau visage du Canada : l'équité en emploi dans la fonction publique*. Depuis 2004, le comité suit les progrès du gouvernement fédéral relativement à l'application de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*, en particulier pour savoir s'il a réussi à porter les taux de représentation de certains groupes au sein de la fonction publique fédérale au moins au niveau de leur disponibilité dans la population active. Les quatre groupes désignés par la Loi sont les femmes, les Autochtones, les personnes handicapées et les minorités visibles.

Le comité conclut que si la fonction publique fédérale semble avoir atteint l'objectif clé dans le cas des femmes, des Autochtones et des personnes handicapées, ce n'est pas encore le cas pour les minorités visibles. Par conséquent, il recommande que le gouvernement fédéral privilégie l'adoption de mesures concrètes pour atteindre ses objectifs en matière d'équité en emploi relativement à ce groupe. Il devrait notamment mettre en œuvre une stratégie de communication appropriée, trouver des moyens de responsabiliser les gestionnaires à l'égard des normes présentées dans la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*, obtenir de meilleures données et les rendre publiques et pousser l'étude de certains facteurs nuisant à la représentation des membres des minorités visibles.

Le Canada et le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies : tracer une nouvelle voie

(Quatrième rapport (provisoire) déposé au Sénat le 22 juin 2010;
document parlementaire n° 3/40-464S)

Le 22 juin 2010, le Comité sénatorial permanent des droits de la personne a déposé son quatrième rapport concernant le Conseil des droits de l'homme (CDH) des Nations Unies, intitulé *Le Canada et le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies : tracer une nouvelle voie*. Le rapport marque la

conclusion de l'étude à long terme qu'a menée le comité sur l'évolution du CDH depuis sa création en 2006; cette étude avait déjà donné jour à trois rapports. Ce plus récent rapport examine également le premier bilan qu'a présenté le Canada au CDH en matière de droits de la personne aux termes de l'Examen périodique universel (EPU).

Dans son rapport, le comité recommande que le gouvernement du Canada élabore de nouvelles stratégies pour renforcer la promotion des droits de la personne au CDH et pour rehausser le rôle de leadership du Canada en la matière. Comme dans ses rapports précédents, le comité recommande également la création d'un nouveau cadre de politique pour la signature, la ratification et la mise en œuvre de traités qui viseraient, notamment, à renforcer le rôle du Parlement dans le processus. Finalement, la préparation en vue du premier EPU du Canada ayant manqué de transparence et de clarté, aux yeux du comité, celui-ci recommande que le gouvernement prépare et annonce publiquement un plan en prévision du prochain EPU afin d'établir un véritable engagement à grande échelle auprès des intervenants compétents, des parlementaires et du public canadien.

Les femmes, la paix et la sécurité : le Canada agit pour renforcer la participation des femmes

(Cinquième rapport (provisoire) déposé au Sénat le 18 novembre 2010;
document parlementaire n° 3/40-821S)

De septembre 2009 à avril 2010, le Comité sénatorial permanent des droits de la personne a mené une étude sur la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité, adoptée à l'unanimité en octobre 2000. L'étude portait principalement sur la mise en œuvre, au Canada surtout, de la résolution par l'ONU. Le comité a déposé son rapport au Sénat le 18 novembre 2010.

Le rapport se divise principalement en deux volets, soit le rôle des femmes dans les situations de conflit et en tant qu'agentes de résolution des conflits et de consolidation de la paix, et la violence sexuelle faite aux femmes et aux filles en temps de guerre. Le rapport contient 26 recommandations portant notamment sur le besoin d'indicateurs et d'échéanciers clairs en vue du plan d'action national du gouvernement pour la mise en œuvre de la résolution du Conseil de sécurité, l'appui aux femmes aux fins de leur participation aux processus de paix, l'inclusion des femmes dans les missions de paix canadiennes, l'établissement d'une formation tenant compte des différences entre les sexes à l'intention des Canadiens participant à des missions de paix et de sécurité internationale, ainsi qu'un soutien ciblé aux fins du développement international.

La formation en Afghanistan : inclure les femmes

(Septième rapport (final) déposé au Sénat le 15 décembre 2010;
document parlementaire n° 3/40-868S)

Au cours de l'automne 2010, le Comité sénatorial permanent des droits de la personne a étudié la situation des femmes en Afghanistan. Pour faire suite à son rapport publié en novembre 2010, *Les femmes, la paix et la sécurité : le Canada agit pour renforcer la participation des femmes*, le comité a voulu établir les principaux secteurs où le Canada pourrait apporter une différence notable et s'employer à mettre en œuvre la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité. Le comité a fait état de ses constatations et recommandations dans un rapport publié le 15 décembre 2010.

Dans son rapport, le comité recommande que le Canada fasse de l'avancement des droits de la femme l'une de ses cinq priorités en Afghanistan. Outre cette recommandation, le comité a relevé cinq grands secteurs d'intervention, à savoir la réconciliation, la sécurité, la justice, l'éducation et le développement. L'éducation et la formation sont des secteurs cruciaux sur tous les plans – pour les femmes et les filles

afghanes, pour les forces de sécurité et de police afghanes ainsi que pour l'armée canadienne sur le terrain.

De plus, le comité s'est dit très inquiet des risques pour les droits des femmes lors de futures négociations de paix. Par conséquent, il encourage le gouvernement canadien à user de tous les outils et leviers à sa disposition pour protéger les droits actuels des femmes en Afghanistan et aussi pour paver la voie à une amélioration et à une mise en application durables de ces droits. En agissant de la sorte, le comité est d'avis que le Canada et l'OTAN ne pourront qu'augmenter leurs chances de réaliser leurs objectifs dans le pays, étant donné qu'une réelle participation des femmes à la société est un élément indispensable à la bonne gouvernance et à l'instauration d'un développement économique et social durable.

Comité permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles

Conférence GLOBE 2010 : au-delà de la science

(Quatrième rapport (provisoire) déposé au Sénat le 27 mai 2010;
document parlementaire n° 3/40-238S)

Neuf membres du comité ont participé à la Conférence GLOBE 2010, qui s'est déroulée à Vancouver du 24 au 26 mars 2010. GLOBE est une conférence et une foire commerciale internationales sur le secteur de l'environnement qui a lieu tous les deux ans. Plus de 10 000 participants représentant des chefs d'entreprise, des responsables des politiques gouvernementales et des dirigeants du secteur de l'environnement originaires de plus de 80 pays s'y sont rendus. Le rapport fait état de ce que les délégués du comité ont entendu lors de la conférence.

Attention Canada! En route vers notre avenir énergétique

(Septième rapport (provisoire) déposé au Sénat le 29 juin 2010;
document parlementaire n° 3/40-470S)

Le 4 juin 2009, le comité a entrepris une étude exhaustive visant à examiner l'état actuel et futur du secteur de l'énergie au Canada et à en faire rapport. L'appel de participation à un dialogue national sur l'énergie a été lancé dans le rapport provisoire du comité, intitulé *Attention Canada! En route vers notre avenir énergétique*. Le rapport est l'aboutissement de près de neuf mois d'études et de recherches ainsi que de témoignages venant des principaux penseurs, instituts de recherche et autres acteurs du Canada. Le message du comité est clair : il est urgent de tenir une discussion nationale sur l'énergie. Le Canada a besoin dès maintenant d'une stratégie canadienne exhaustive en matière d'énergie durable. Dans son rapport, le comité reconnaît :

- l'importance de s'occuper des changements climatiques et de la fixation du prix du carbone, ainsi que la nécessité d'assurer la pérennité des sources existantes et émergentes d'énergie;
- l'importance d'améliorer nos modes d'utilisation et d'économie de l'énergie afin de relever les défis énergétiques et environnementaux qui nous attendent, tout en augmentant la productivité économique;
- l'importance des relations économiques entre le Canada et les États-Unis, et la nécessité d'harmoniser si possible les objectifs de nos politiques énergétiques dans l'intérêt des deux pays.
- le système d'approvisionnement en électricité du Canada, y compris la possibilité d'une plus grande intégration des marchés provinciaux d'électricité;
- les questions de sécurité énergétique, particulièrement en ce qui concerne le maintien et l'élargissement des marchés d'exportation de l'énergie canadienne;
- la nécessité d'innover et de mettre au point des technologies qui sont compatibles avec l'avantage concurrentiel du Canada, une mesure essentielle afin d'atteindre les objectifs économiques, énergétiques et environnementaux du Canada;

- les questions comme le juste équilibre à atteindre entre la construction de nouvelles infrastructures énergétiques et l'incidence environnementale qu'elle peut avoir sur les collectivités environnantes;
- le besoin de cadres de réglementation plus efficaces et mieux pensés.

Le rapport se veut un aperçu préliminaire des principaux enjeux à prendre en considération en vue d'élaborer le cadre d'une politique pour une énergie durable au Canada.

Les faits ne justifient pas l'interdiction des opérations actuelles de forage en mer : étude sénatoriale au lendemain de l'incident de la plate-forme Deepwater Horizon de BP

(Huitième rapport (provisoire) déposé auprès du greffier du Sénat le 18 août 2010;
document parlementaire n° 3/40-665S)

Devant les préoccupations exprimées par les Canadiens au lendemain du récent déversement de millions de barils de pétrole brut dans le golfe du Mexique par BP, au printemps 2010, le comité a tenu six semaines d'audience pour établir l'état actuel des opérations de forage en mer au Canada. Le but était de déterminer si les activités d'exploration pétrolière et gazière sous-marine menées au large des trois côtes du Canada (atlantique, pacifique et arctique) posaient un risque imminent pour l'environnement au Canada. Dans le cadre de cette étude spéciale, un examen des régimes de réglementation provinciaux et fédéral régissant le secteur de l'exploration et de l'exploitation pétrolière et gazière en mer du Canada a été effectué. Conformément à son engagement à mettre en place un cadre pour assurer un système énergétique plus efficace pour les futures générations, le comité a formulé dans son rapport six recommandations afin de susciter un débat pour trouver la meilleure façon d'assurer la sécurité, la compétitivité et la viabilité énergétique à l'avenir. Ces recommandations comprennent :

- étudier plus en détail la structure et le rôle des offices des hydrocarbures extracôtiers pour voir s'il existe un conflit important entre les divers rôles de réglementation;
- accentuer la collaboration entre tous ceux qui interviennent en cas de déversement pétrolier sur les plans du développement, de la préparation et des exercices avant que des incidents ne se produisent;
- veiller à ce que tous les exploitants qui ont des activités extracôtiers soient tenus d'organiser à des intervalles réguliers des exercices sur maquette d'une intervention en cas de déversement de niveau trois;
- soumettre la question de la responsabilité, y compris le rajustement des seuils en fonction de l'inflation, à un vaste examen.

Comité permanent des finances nationales

Les coûts et les avantages de la pièce de un cent pour les contribuables et l'économie canadienne

(Huitième rapport (final) déposé au Sénat le 14 décembre 2010
document parlementaire n° 3/40-863)

Après avoir entendu les témoignages de responsables du gouvernement, de représentants de pays étrangers ayant eu l'expérience de questions similaires, de détaillants et de banquiers, de représentants d'associations de consommateurs et d'œuvres de bienfaisance, de collectionneurs et d'économistes indépendants, le Comité sénatorial permanent des finances nationales a déposé en décembre 2010 son rapport final intitulé *Les coûts et les avantages de la pièce de un cent canadien pour les contribuables et l'économie canadienne*.

Dans ce rapport, le comité reconnaît qu'un système monétaire efficient et pertinent est essentiel au bon fonctionnement de l'économie. Cette étude arrive à point nommé alors qu'un peu plus d'un siècle

d'inflation a érodé la valeur et l'utilité de la pièce de un cent canadien et entraîné une flambée des coûts de production et d'utilisation de cette pièce. Par ailleurs, l'arrivée et l'adoption rapide des modes de paiement électronique au cours des dernières décennies ont miné davantage la viabilité de la pièce de un cent en tant que monnaie.

Les huit recommandations contenues dans le rapport découlent du constat du comité : le fait d'éliminer de la circulation la pièce de un cent réduirait les coûts pour les contribuables, accroîtrait la productivité des secteurs du détail et des services de l'économie canadienne, et rationaliserait les activités essentielles des organismes de bienfaisance. Le comité estime que la pièce de un cent est tout simplement désuète et même qu'elle aurait dû être retirée de la circulation il y a longtemps. Cependant, le comité est d'avis qu'il est essentiel que le retrait de la pièce de un cent se fasse de manière concertée et volontaire, tout en tenant compte des intérêts de tous les intéressés, c'est-à-dire les contribuables, les gouvernements provinciaux et territoriaux, les entreprises, les consommateurs, les organismes de bienfaisance et les collectionneurs.

Comité permanent des langues officielles

La mise en œuvre de la partie VII de la Loi sur les langues officielles : on peut faire encore mieux

(Troisième rapport (provisoire) déposé au Sénat le 17 juin 2010;
document parlementaire n° 3/40-451S)

En juin 2010, le comité a publié un rapport sur la mise en œuvre de la partie VII de la *Loi sur les langues officielles*. L'étude poursuivait cinq objectifs : 1) rendre compte des progrès atteints et des initiatives nouvellement mises en place par les institutions fédérales en faveur du développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire et de la promotion de la dualité linguistique; 2) évaluer l'impact des changements apportés à la partie VII de la *Loi* sur les communautés de langue officielle en situation minoritaire; 3) évaluer l'efficacité des mécanismes de coordination mis en place par le gouvernement fédéral pour assurer la mise en œuvre de la partie VII; 4) identifier les bonnes pratiques et les secteurs où des améliorations doivent être apportées; 5) examiner les démarches que le gouvernement fédéral a entreprises pour définir les « mesures positives » et voir quelle est l'implication des communautés de langue officielle en situation minoritaire dans ce processus. Le comité estime qu'il reste du chemin à parcourir pour assurer une mise en œuvre complète de la partie VII de la *Loi*, et il a formulé 10 recommandations visant à promouvoir l'instauration cohérente et complète de la *Loi sur les langues officielles*.

L'épanouissement des communautés anglophones du Québec : du mythe à la réalité

(Quatrième rapport (provisoire) déposé au Sénat le 9 mars 2011;
document parlementaire n° 3/40-942S)

En mars 2011, le comité a publié un rapport sur les communautés minoritaires anglophones. Pour la première fois de son histoire comme celle de tout autre comité parlementaire sur les langues officielles, une étude entière était consacrée à cette minorité. Cette étude reposait sur trois objectifs : 1) tracer un portrait global de la situation des communautés anglophones du Québec en examinant différents secteurs qui touchent à leur développement (p. ex. développement communautaire, éducation, jeunesse, arts et culture, santé, etc.); 2) cerner les enjeux propres aux communautés anglophones du Québec et identifier des correctifs jugés nécessaires à leur développement; 3) présenter des recommandations au gouvernement fédéral en vue d'appuyer le développement et de favoriser l'épanouissement des communautés anglophones en situation minoritaire. Tout au long de son rapport, le comité s'emploie à détruire certains mythes bien ancrés au sujet de la population anglophone du Québec et à mettre en valeur ses belles réussites. Il présente 16 recommandations pour attirer l'attention et l'intérêt du gouvernement fédéral sur les préoccupations de cette communauté et pour l'amener à prendre les

mesures nécessaires. Finalement, le comité rappelle au gouvernement fédéral ses responsabilités aux termes de la *Loi sur les langues officielles*, afin de contribuer à l'épanouissement et au développement des communautés des deux langues officielles du Canada.

Comité permanent des pêches et des océans

Le contrôle des eaux de l'Arctique canadien : rôle de la Garde côtière canadienne

(Deuxième rapport (provisoire) déposé au Sénat le 15 avril 2010;
document parlementaire n° 3/40-146S)

Le comité a publié de nouveau le rapport *Le contrôle des eaux de l'Arctique canadien : rôle de la Garde côtière canadienne* en avril 2010 afin de demander au gouvernement qu'il donne suite à ses recommandations.

La gestion des pêches et des océans dans l'ouest de l'Arctique canadien

(Quatrième rapport (provisoire) déposé au Sénat le 26 mai 2010;
document parlementaire n° 3/40-236S)

La vaste région visée dans le présent rapport sur les pêches comprend la partie nord-ouest de la région Centre et Arctique du ministère des Pêches et des Océans. Couvrant près des deux tiers du Canada, il s'agit de la plus grande des six régions administratives du MPO. Le comité s'est appuyé sur l'information colligée lors des audiences publiques et des missions d'étude lors de la session précédente. Dans son rapport, il formule 14 recommandations sur la pêche commerciale de l'omble, sur l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce, sur la pêche commerciale dans le Grand lac des Esclaves, sur la recherche menée par le ministère des Pêches et des Océans dans la région, sur la surveillance du bassin hydrographique de la vallée du Mackenzie, sur les projets d'exploitation marine et sur les questions bilatérales canado-américaines. Le rapport demande au Ministère de faire preuve de vigilance dans la gestion des pêches et des perspectives nouvelles de développement dans cette région.

Pleins feux sur les phares gardés de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve-et-Labrador

(Sixième rapport (provisoire) déposé au Sénat le 20 décembre 2010;
document parlementaire n° 3/40-455S)

Dans ce premier rapport sur les phares du Canada, le comité s'est penché sur les cinq enjeux suivants : 1) le rôle des phares canadiens dans la sécurité et l'efficacité du transport maritime; 2) le plus récent projet de la Garde côtière canadienne d'automatiser les stations de phare qui emploient toujours un gardien en Colombie-Britannique et à Terre-Neuve-et-Labrador; 3) le rôle actuel des gardiens de phare, y compris les fonctions qu'ils assument, de façon officielle ou officieuse, en plus de leurs tâches régulières; 4) les conséquences des aides électroniques à la navigation sur le rôle des gardiens de phare, y compris les gardiens postés dans les stations entièrement automatisées; 5) le niveau de service et la fiabilité des aides à la navigation automatisées par rapport aux aides à la navigation classiques (les stations de phare avec personnel, par exemple). Après avoir rencontré des centaines de personnes à ce sujet lors d'audiences publiques à Ottawa et de missions d'étude en Nouvelle-Écosse, à Terre-Neuve-et-Labrador et en Colombie-Britannique, le comité a conclu que les phares gardés et les gardiens jouent un rôle crucial dans la sécurité publique et que les économies résultant de l'automatisation des phares se paieront à prix fort – éventuellement en pertes de vies. Pour cette raison, le comité ne peut pas souscrire au plan d'automatisation des phares de 2009 de la Garde côtière du Canada. Dans son rapport, le comité a présenté cinq recommandations et a demandé à la Garde côtière de considérer chaque phare comme étant unique et d'évaluer les besoins de chaque site individuellement, station par station.

Rapport sur la mise en œuvre de la Loi sur la protection des phares patrimoniaux

(Septième rapport (provisoire) déposé au Sénat le 24 mars 2011;
document parlementaire n° 3/40-968S)

Dans ce deuxième rapport sur les phares du Canada, le comité s'est intéressé à la préservation des phares patrimoniaux aux termes de la *Loi sur la protection des phares patrimoniaux* qui est entrée en vigueur le 29 mai 2010, ainsi qu'à l'apport des phares au tourisme, aux autres activités économiques et à la vie de la collectivité en général. Lors des consultations, le comité a entendu maintes expressions publiques d'intérêt et de soutien concernant la préservation des phares. Il a également entendu les inquiétudes des témoins au sujet de la mise en œuvre de la *Loi*. Le comité a présenté 10 recommandations dans ce rapport qui demande la préservation et l'entretien adéquat des phares, la création d'une stratégie de financement pour aider les groupes locaux et les communautés dans leurs efforts de préservation ainsi que l'instauration de mesures supplémentaires pour faciliter la mise en œuvre de la *Loi*.

Comité permanent des peuples autochtones

Élections chez les Premières nations : une question de choix fondamental

(Troisième rapport (provisoire) déposé au Sénat le 12 mai 2010;
document parlementaire n° 3/40-217S)

Le rapport *Élections chez les Premières nations : une question de choix fondamental* qu'a déposé le comité en mai 2010 se penche sur les questions concernant le régime d'élection des conseils de bande aux termes de la *Loi sur les Indiens*. Le rapport suggère que l'actuel mandat de deux ans qu'impose la *Loi* aux Premières nations est trop court pour favoriser la stabilité politique et économique et qu'il crée souvent de profondes dissensions au sein des communautés. Le rapport indique également que les régimes électoraux que prévoit la *Loi sur les Indiens* présentent une multitude de travers et de difficultés administratives occasionnant de fréquents appels.

Dans son rapport, le comité recommande que des mesures soient prises immédiatement pour créer une Commission électorale et d'appel des Premières nations qui permettra de renforcer la capacité électorale des Premières nations, d'offrir un processus d'appel performant et de contribuer à l'exercice de pratiques efficaces et transparentes. Le comité demande également que le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien s'engage résolument à aider les Premières nations qui tiennent actuellement des élections en vertu de la *Loi sur les Indiens* à revenir au régime électoral coutumier, un mécanisme déjà en place. De plus, il souligne le besoin de cibles et d'échéanciers clairs de restauration des codes communautaires. Il recommande aussi que des fonds soient mis à la disposition des Premières nations qui choisissent actuellement leurs dirigeants selon la méthode coutumière et qui souhaitent actualiser leurs codes pour les rendre compatibles avec les lois canadiennes et les pratiques efficaces de gouvernance.

Le chemin à parcourir : rapport sur les progrès accomplis depuis les excuses présentées par le gouvernement du Canada aux anciens élèves des pensionnats autochtones

(Septième rapport (final) déposé au Sénat le 14 décembre 2010;
document parlementaire n° 3/40-862S)

Le 11 juin 2008, au Parlement, le premier ministre Stephen Harper a présenté des excuses aux survivants des pensionnats indiens. Le rapport *Le chemin à parcourir : rapport sur les progrès accomplis depuis les excuses présentées par le gouvernement du Canada aux anciens élèves des pensionnats autochtones*, qu'a publié le comité en décembre 2010, étudie le point de vue des organisations autochtones nationales et de la Commission de vérité et de réconciliation concernant les progrès accomplis sur le chemin de la réconciliation depuis que les excuses ont été présentées. Le rapport tient compte de plusieurs observations exprimées par les témoins dans le cadre de l'étude, et le comité envisage de faire un suivi

sur la question à mesure que la Commission de vérité et de réconciliation poursuit son objectif de réconciliation et de résolution des enjeux entourant les pensionnats autochtones.

Comité permanent de la sécurité nationale et de la défense

La mission canadienne en Afghanistan : et maintenant?

(Quatrième rapport (provisoire) déposé au Sénat le 22 juin 2010
document parlementaire n° 3/40-463S)

Vu l'importance de la mission canadienne pour l'OTAN et pour l'avenir de l'Afghanistan, et les sacrifices faits par les Canadiens, le Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense a décidé d'étudier le rôle des Forces canadiennes en Afghanistan.

À la suite d'une série d'audiences, le comité a déposé un bref rapport provisoire portant d'abord sur la raison de la présence des Forces canadiennes en Afghanistan, le rôle qu'elles y ont joué et leurs réalisations, puis sur les facteurs qui décideront de la forme que prendra la mission et sur la possibilité de maintenir la présence des Forces canadiennes dans ce pays après 2011.

En se fondant sur l'information qu'il a réunie et les témoignages qu'il a entendus, le comité conclut que le Canada doit continuer, même après 2011, de contribuer au développement de l'Armée nationale afghane et de la Police nationale afghane, une mission de formation et de mentorat importante et appréciée, et que le Parlement doit se pencher le plus tôt possible sur le rôle que joueront les Forces canadiennes en Afghanistan après l'échéance de 2011.

Souveraineté et sécurité dans l'Arctique canadien

(Septième rapport (provisoire) déposé au Sénat le 22 mars 2011
document parlementaire n° 3/40-957S)

Les pays de l'Arctique en particulier se préparent à toute éventualité, notamment en intensifiant leur présence militaire et en accroissant leurs capacités à ce chapitre dans leurs secteurs arctiques respectifs. En reconnaissance de ces efforts et dans le cadre de son mandat d'étudier les politiques de sécurité nationale et de défense du Canada, le Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense a choisi de présenter un rapport provisoire sur la souveraineté et la sécurité dans l'Arctique canadien.

Dans ce rapport, le comité examine ce qui distingue les concepts de « souveraineté » et de « sécurité » et recommande les mesures que le Canada devrait prendre pour accroître sa présence dans l'Arctique.

Bien que le comité présente des recommandations sur la façon d'accroître la présence du Canada dans le Grand Nord, ce rapport provisoire ne se prétend pas exhaustif en la matière; c'est pourquoi le comité y indique également un certain nombre de secteurs sur lesquels il pourrait se pencher ultérieurement.

Comité permanent des transports et des communications

Plan pour un Canada numérique.ca

(Quatrième rapport (final) déposé au Sénat le 16 juin 2010;
document parlementaire n° 3/40-439S)

C'est le piètre rendement du Canada par rapport aux autres pays développés en matière de communications sans fil qui a motivé cette étude. Les prix étaient relativement élevés, le taux de pénétration, plutôt faible, et certains appareils – comme le iPhone – ont tardé à faire leur entrée sur le

marché canadien. Toutefois, au cours de la période consacrée à cette étude, la compétitivité du secteur du sans-fil s'est accrue au Canada; le comité a alors décidé d'élargir son champ d'études afin d'examiner l'ensemble du domaine numérique plutôt qu'une partie de ce dernier.

Le rapport, qui a été déposé en juin 2010, contient 18 recommandations visant à aider le Canada à mettre sur pied une société numérique inclusive qui permettrait à tous les Canadiens d'accéder à des services numériques de base (santé, éducation et autres services en ligne, qu'ils proviennent du secteur public ou privé). Le comité recommande également que le gouvernement nomme un ministre de la Politique numérique qui recevrait un rapport annuel de chaque ministère décrivant : a) les progrès accomplis en ce qui a trait à l'accessibilité et à la convivialité d'Internet; b) les objectifs en matière de technologie numérique pour l'année suivante; c) tout problème ou besoin particulier en matière de technologie de l'information. Ses autres recommandations portent sur la gestion efficace du spectre et la promotion continue de la concurrence dans le secteur du sans-fil.

Tout au long du rapport, le comité recommande au gouvernement de concentrer sa politique sur l'accès universel à large bande pour les Canadiens plutôt que sur des objectifs en matière de haute vitesse ou de technologie de pointe dont seule une partie de la population canadienne profiterait.

Partie II – Profils des comités 2010-2011

Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international

A. Renseignements généraux

Conformément au *Règlement du Sénat*, le Comité sénatorial permanent des affaires étrangères s'occupe des questions relatives aux relations extérieures en général, dont les traités et accords internationaux, le commerce extérieur, l'aide à l'étranger, la défense et les questions territoriales et extracôtières.

Chine, Inde, Russie

Le 4 mars 2008, le 24 février 2009 et de nouveau le 16 mars 2010, le comité a reçu le mandat d'étudier l'émergence de la Chine, de l'Inde et de la Russie dans l'économie mondiale et ses répercussions sur les politiques canadiennes. Cette étude vise principalement à mieux comprendre la croissance économique vigoureuse de ces pays afin de pouvoir formuler des recommandations concrètes sur la politique que le Canada doit adopter dans ce domaine. Dans le cadre de l'étude, le comité s'est rendu en Inde en septembre 2010. Au cours de cette mission d'étude, il a rencontré des dirigeants d'entreprise et des représentants du gouvernement. Le comité a déposé son rapport final en décembre 2010.

Brésil

En novembre 2010, le comité a entamé une étude sur le développement politique et économique du Brésil et ses répercussions sur les politiques et les intérêts du Canada dans la région ainsi que d'autres questions connexes.

Outre ces études spéciales, le comité a également étudié le projet de loi C-2, Loi portant mise en œuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et la République de Colombie, de l'Accord sur l'environnement entre le Canada et la République de Colombie et de l'Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la République de Colombie. Il a également examiné le projet de loi C-61, Loi prévoyant la prise de mesures restrictives à l'égard des biens de dirigeants et anciens dirigeants d'États étrangers et de ceux des membres de leur famille.

B. Rapports au Sénat en 2010-2011*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Deuxième	Article 104 du <i>Règlement</i>	2010-04-13	-	Dépenses de la session précédente
Troisième	Relations étrangères en général	2010-05-06	-	Budget

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2010-2011) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011.

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Quatrième	Étude sur la Chine, l'Inde et la Russie	2010-05-06	-	Budget
Cinquième	Étude sur la Chine, l'Inde et la Russie	2010-06-17	-	Budget
Sixième	Projet de loi C-2 Loi de mise en œuvre de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie	2010-06-17	9	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Septième	Étude sur la Chine, l'Inde et la Russie	2010-06-28	21	Rapport provisoire, <i>Un plan d'action canadien pour une nouvelle économie mondiale</i>
Huitième	Étude sur la Chine, l'Inde et la Russie	2010-12-14	23	Rapport final, <i>Saisir les occasions pour les Canadiens : la croissance de l'Inde et la prospérité future du Canada</i>
Neuvième	Projet de loi C-61 Loi sur le blocage des biens de dirigeants étrangers corrompus	2011-03-21	5	Rapport sur le projet de loi sans amendement

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2010-2011	31	44,5	37,8	59	8
2009-2010	30	33,8	84,0	62	7
2008-2009	19	30,1	-	41	7
2007-2008	26	35,3	-	66	10
2006-2007	29	37,3	60,6	56	7

D. Dépenses de l'exercice 2010-2011

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	111 724 \$
Dépenses des témoins	5 604 \$
TOTAL	117 328 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2010-2011

(* membres d'office)

Présidente

L'honorable sénatrice Raynell Andreychuk (conservatrice)

Vice-présidents

L'honorable sénateur Percy E. Downe (libéral) (depuis novembre 2010)

L'honorable sénateur Peter A. Stollery (libéral) (jusqu'en novembre 2010)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Andreychuk, *Cowan (ou Tardif), De Bané, C.P., Di Nino, Downe, Finley, Fortin-Duplessis, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Mahovlich, Nolin, Segal, Smith, C.P. (*Cobourg*), Stollery et Wallin

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Ataullahjan, Banks, Brazeau, Dawson, Dickson, Frum, Housakos, Jaffer, Johnson, Kochhar, Marshall, Meighen, Meredith, Moore, Munson, Neufeld, Patterson, Peterson, Plett, Poirier, Raine, Rivard, Robichaud, C.P., Stewart Olsen, Stratton et Zimmer

Greffiers du comité

Vanessa Moss-Norbury (depuis février 2011)

Catherine Piccinin (janvier 2011)

Denis Robert (jusqu'en janvier 2011)

Recherche et soutien administratif

Natalie Mychajlyszyn et Simon Lapointe (Bibliothèque du Parlement)

Sylvie Simard (adjointe administrative)

Comité des affaires juridiques et constitutionnelles

A. Renseignements généraux

Le travail du comité consiste en grande partie à étudier des projets de loi. Lors du dernier exercice, le Comité permanent des affaires juridiques et constitutionnelles a examiné les projets de loi suivants :

40^e législature, 3^e session

- Projet de loi C-475, Loi modifiant la Loi réglementant certaines drogues et autres substances (méthamphétamine et ecstasy)
- Projet de loi C-59, Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (procédure d'examen expéditif) et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois
- Projet de loi C-30, Loi modifiant le Code criminel (R. c. Shoker)
- Projet de loi C-21, Loi modifiant le Code criminel (peines pour fraude)
- Projet de loi C-48, Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur la défense nationale en conséquence (Loi protégeant les Canadiens en mettant fin aux peines à rabais en cas de meurtres multiples)
- Projet de loi C-22, Loi concernant la déclaration obligatoire de la pornographie juvénile sur Internet par les personnes qui fournissent des services Internet
- Projet de loi S-12, Loi n° 3 visant à harmoniser le droit fédéral avec le droit civil du Québec et modifiant certaines lois pour que chaque version linguistique tienne compte du droit civil et de la common law
- Projet de loi S-10, Loi modifiant la Loi réglementant certaines drogues et autres substances et apportant des modifications connexes et corrélatives à d'autres lois
- Projet de loi C-464, Loi modifiant le Code criminel (motifs justifiant la détention sous garde)
- Projet de loi C-23A, Loi modifiant la Loi sur le casier judiciaire et d'autres lois en conséquence
- Projet de loi S-9, Loi modifiant le Code criminel (vol d'automobile et trafic de biens criminellement obtenus)
- Projet de loi S-6, Loi modifiant le Code criminel et une autre loi (Loi renforçant la sévérité des peines d'emprisonnement pour les crimes les plus graves)
- Projet de loi S-215, Loi modifiant le Code criminel (attentats suicides à la bombe)
- Projet de loi S-2, Loi modifiant le Code criminel et d'autres lois

On a également renvoyé au comité les projets de loi suivants pendant l'exercice, sans qu'il puisse toutefois en prendre connaissance en raison de la dissolution de la 3^e session de la 40^e législature :

- Projet de loi S-1001, Loi concernant l'Université Queen's à Kingston
- Projet de loi C-232, Loi modifiant la Loi sur la Cour suprême (compréhension des langues officielles)
- Projet de loi S-208, Loi modifiant la Loi sur les conflits d'intérêts (cadeaux)

Au cours de l'exercice, le comité a également effectué trois études spéciales, soit une étude sur les dispositions et l'application de la *Loi sur l'identification par les empreintes génétiques*, une étude sur la proposition de la Commission nationale des libérations conditionnelles concernant les frais d'utilisation et une étude sur l'utilisation d'un dispositif d'assistance électronique au vote conçu pour aider les électeurs ayant une déficience. En outre, le comité a entamé une étude spéciale sur les dispositions et l'application de la *Loi modifiant le Code criminel (communication de dossiers dans les cas d'infraction d'ordre sexuel)*, sans toutefois pouvoir la terminer avant la dissolution du Parlement.

B. Rapports au Sénat en 2010-2011*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Troisième	Loi sur l'identification par les empreintes génétiques	2010-04-27	-	Budget
Quatrième	Projet de loi S-215 (Code criminel – attentats suicides à la bombe)	2010-05-06	-	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Cinquième	Projet de loi S-2 (Code criminel)	2010-05-06	32	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Sixième	Projet de loi S-9 (Code criminel – vol d'automobile)	2010-06-03	18	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Septième	Projet de loi S-6 (Code criminel)	2010-06-28	28	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Huitième	Projet de loi C-23A (casier judiciaire)	2010-06-28	10	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Neuvième	Loi sur l'identification par les empreintes génétiques	2010-06-28	12	Rapport final, <i>Protection du public et de la vie privée, trouver le juste équilibre – Examen de la Loi sur l'identification par les empreintes génétiques</i>
Dixième	Utilisation d'un dispositif d'assistance électronique au vote conçu pour aider les électeurs ayant une déficience	2010-10-21	6	Rapport final, <i>Rapport sur l'utilisation d'un dispositif d'assistance électronique au vote conçu pour aider les électeurs ayant une déficience</i>
Onzième	Projet de loi S-10 (Loi réglementant certaines drogues et autres substances)	2010-11-04	40	Rapport sur le projet de loi avec un amendement

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2010-2011) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011.

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Douzième	Proposition de la Commission nationale des libérations conditionnelles	2010-11-23	4	Approbation recommandée, avec observations
Treizième	Projet de loi C-464 (Code criminel – motifs justifiant la détention sous garde)	2010-12-02	9	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Quatorzième	Projet de loi S-12 (Harmoniser le droit fédéral avec le droit civil du Québec)	2010-12-09	10	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Quinzième	Projet de loi C-22 (Signalement obligatoire de la pornographie juvénile sur Internet)	2011-03-01	19	Rapport sur le projet de loi sans amendement mais avec observations
Seizième	Projet de loi C-48 (Loi protégeant les Canadiens en mettant fin aux peines à rabais en cas de meurtres multiples)	2011-03-03	14	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Dix-septième	Projet de loi C-21 (Code criminel – peines pour fraude)	2011-03-08	22	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Dix-huitième	Projet de loi C-30 (Code criminel – R. c. Shoker)	2011-03-10	6	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Dix-neuvième	Projet de loi C-59 (Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté)	2011-03-22	25	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Vingtième	Projet de loi C-475 (Loi réglementant certaines drogues et autres substances (méthamphétamine et ecstasy))	2011-03-24	5	Rapport sur le projet de loi sans amendement

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2010-2011	51	118,3	-	254	18
2009-2010	42	97,5	1,9	168	11
2008-2009	28	48,2	-	74	9
2007-2008	44	91,9	-	171	12
2006-2007	62	153,8	-	231	10

D. Dépenses de l'exercice 2010-2011

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	529 \$
Dépenses des témoins	37 613 \$
TOTAL	38 142 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2010-2011

(* membres d'office)

Présidente

L'honorable sénatrice Joan Fraser (libérale)

Vice-président

L'honorable sénateur John D. Wallace (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Angus, Baker, C.P., Boisvenu, Carignan, Carstairs, C.P., *Cowan (ou Tardif), Fraser, Joyal, C.P., Lang, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Rivest, Runciman, Wallace et Watt

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Banks, Campbell, Chaput, Cowan, Dallaire, Dawson, De Bané, C.P., Frum, Greene, Hervieux-Payette, C.P., Housakos, Hubley, MacDonald, Mahovlich, Marshall, Meredith, Munson, Neufeld, Nolin, Ogilvie, Patterson, Peterson, Plett, Poulin, Raine, Rivard, Smith (*Saurel*), Stewart Olsen et Stratton

Greffière du comité

Shaila Anwar

Recherche et soutien administratif

Jennifer Bird et Cynthia Kirkby (2010) (Bibliothèque du Parlement)

Laura Barnett et Marcia Jones (2011) (Bibliothèque du Parlement)

Tracy Amendola (adjointe administrative)

Comité permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie

A. Renseignements généraux

Au cours de la 3^e session de la 40^e législature, le comité a poursuivi son étude sur l'accessibilité à l'enseignement postsecondaire au Canada et a terminé d'entendre les témoins en juin 2010. De plus, en mai 2010, le comité a examiné la Proposition de Santé Canada soumise au Parlement au sujet des frais d'utilisation et des normes de service pour les programmes des médicaments pour usage humain et des matériels médicaux. En septembre 2010, le comité a entamé une étude sur l'état de préparation du Canada en cas de pandémie et a déposé son rapport final intitulé *La réponse du Canada à la pandémie de grippe H1N1 de 2009* en décembre 2010. En février 2011, le comité a repris son étude des enjeux sociaux d'actualité pour les grandes villes canadiennes en recueillant des témoignages sur le second thème de l'étude, à savoir l'inclusion et la cohésion sociales.

Le comité a également étudié les projets de loi suivants au cours de l'exercice 2010-2011 :

- Projet de loi C-268, Loi modifiant le Code criminel (peine minimale pour les infractions de traite de personnes âgées de moins de dix-huit ans)
- Projet de loi S-211, Loi instituant la Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme
- Projet de loi S-203, Loi instituant la Journée nationale de la philanthropie
- Projet de loi C-34, Loi modifiant la Loi sur les musées
- Projet de loi C-11, Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés et la Loi sur les Cours fédérales
- Projet de loi C-13, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi
- Projet de loi C-40, Loi instituant la Journée nationale des aînés
- Projet de loi C-36, Loi concernant la sécurité des produits de consommation
- Projet de loi C-31, Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse (Loi supprimant le droit des prisonniers à certaines prestations)
- Projet de loi C-35, Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés
- Projet de loi C-442, Loi visant à ériger le Monument national de l'Holocauste

Les projets de loi suivants ont été renvoyés au comité, mais ce dernier n'a pas été en mesure de les étudier avant la dissolution du Parlement :

- Projet de loi S-217, Loi prévoyant l'établissement et la tenue d'un registre national des instruments médicaux
- Projet de loi S-218, Loi instituant la Journée de l'amitié entre le Canada et la Russie
- Projet de loi S-209, Loi instituant une Journée nationale du service pour honorer le courage et les sacrifices des Canadiens face au terrorisme, notamment lors des événements du 11 septembre 2001
- Projet de loi C-302, Loi visant à reconnaître les injustices commises à l'égard des personnes d'origine italienne en raison de leur désignation comme « sujets d'un pays ennemi » et de leur internement durant la Seconde Guerre mondiale, à prévoir une indemnisation et à promouvoir l'enseignement de l'histoire italo-canadienne
- Projet de loi C-465, Loi instituant la Journée du patrimoine national en matière de chasse, de piégeage et de pêche

B. Rapports au Sénat en 2010-2011*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Deuxième	Les grandes villes canadiennes	2010-05-06	-	Budget
Troisième	L'accessibilité à l'enseignement postsecondaire au Canada	2010-05-06	-	Budget
Quatrième	Proposition de Santé Canada soumise au Parlement au sujet des frais d'utilisation et des normes de service pour les programmes des médicaments pour usage humain et des matériels médicaux	2010-05-13	10	Examen
Cinquième	Projet de loi C-268 (Code criminel - peine minimale pour les infractions de traite de personnes âgées de moins de dix-huit ans)	2010-06-03	15	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Sixième	Projet de loi S-211 (Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme)	2010-06-08	1	Rapport sur le projet de loi avec quatre amendements
Septième	Projet de loi S-203 (Journée nationale de la philanthropie)	2010-06-08	1	Rapport sur le projet de loi avec deux amendements
Huitième	Projet de loi C-34 (Loi sur les musées)	2010-06-22	3	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Neuvième	Projet de loi C-11 (Loi sur des mesures de réforme équitables concernant les réfugiés)	2010-06-29	19	Rapport sur le projet de loi sans amendement mais avec observations
Dixième	Projet de loi C-13 (Loi sur l'assurance-emploi)	2010-06-29	2	Rapport sur le projet de loi sans amendement

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2010-2011) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011.

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Onzième	Projet de loi C-40 (Journée nationale des aînés)	2010-10-21	1	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Douzième	L'état de préparation du Canada en cas de pandémie	2010-10-21	-	Budget
Treizième	Projet de loi C-36 (Sécurité des produits de consommation)	2010-12-02	13	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Quatorzième	Projet de loi C-31 (Loi supprimant le droit des prisonniers à certaines prestations)	2010-12-09	8	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Quinzième	L'état de préparation du Canada en cas de pandémie	2010-12-15	78	Rapport final, <i>La réponse du Canada à la pandémie de grippe H1N1 de 2009</i>
Seizième	Projet de loi C-35 (Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés)	2011-03-10	10	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Dix-septième	Projet de loi C-442 (Monument national de l'Holocauste)	2011-03-24	3	Rapport sur le projet de loi sans amendement

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2010-2011	54	104,5	1,4	251	16
2009-2010	27	44,5	-	89	13
2008-2009	9	8,9	-	15	10
2007-2008	27	47,5	-	102	16
2006-2007	30	48,8	-	127	12

D. Dépenses de l'exercice 2010-2011

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	10 741 \$
Dépenses des témoins	<u>58 988 \$</u>
TOTAL	69 729 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2010-2011

(* membres d'office)

Président

L'honorable sénateur Art Eggleton, C.P. (libéral)

Vice-président

L'honorable sénateur Kelvin K. Ogilvie (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Callbeck, Champagne, C.P., Cordy, *Cowan (ou Tardif), Demers, Dyck, Eaton, Eggleton, C.P., Keon, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Martin, Merchant, Ogilvie et Seidman

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Banks, Braley, Brazeau, Cowan, Dawson, Day, Dickson, Di Nino, Fairbairn, C.P., Fox, Greene, Housakos, Hubley, Jaffer, Kochhar, Lang, Mahovlich, Marshall, Mercer, Meredith, Munson, Nancy Ruth, Patterson, Peterson, Plett, Poirier, Raine, Rivard, Runciman, Stewart Olsen et Wallace

Greffière du comité

Jessica Richardson

Recherche et soutien administratif

Havi Echenberg, Sonya Norris, Brian O'Neal, Brian Hermon, Karin Phillips et Daniel Thompson (Bibliothèque du Parlement)

Diane McMartin (depuis septembre 2010)

Maritza Jean-Pierre (adjoindé administrative) (jusqu'en septembre 2010)

Comité permanent de l'agriculture et des forêts

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice 2010-2011, le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts a poursuivi son mandat d'examiner, pour en faire rapport, l'état actuel et les perspectives d'avenir du secteur forestier au Canada. En décembre 2009, le comité a déposé un rapport provisoire intitulé *Le secteur forestier canadien : passé, présent, futur*. Dans ce rapport provisoire, le comité propose plusieurs thèmes pour la suite de l'étude.

En 2010, le comité a examiné plus avant les thèmes proposés au cours de ses audiences à Ottawa et de trois missions d'étude qui se sont déroulées à l'automne 2010. La première mission a eu lieu en Colombie-Britannique, c'est-à-dire à Vancouver, à Williams Lake et à Penticton/Kelowna, la deuxième à Timmins (Ontario) et à Chibougamau (Québec) et la troisième, dans la région de la capitale nationale, plus précisément à Thurso et à Lachute. Le comité en était à revoir l'ébauche du rapport final lorsque la dissolution a été prononcée.

B. Rapport au Sénat en 2010-2011*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Deuxième	Étude du secteur forestier	2010-05-06	-	Budget

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2010-2011	37	62,8	57,0	89	1
2009-2010	34	56,6	17,0	83	8
2008-2009	19	28,1	-	38	5
2007-2008	38	73,8	-	172	6
2006-2007	59	109,3	18,4	213	8

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2010-2011) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011.

D. Dépenses de l'exercice 2010-2011

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	63 731 \$
Dépenses des témoins	44 907 \$
TOTAL	108 638 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2010-2011
(* membres d'office)

Président

L'honorable sénateur Percy Mockler (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Fernand Robichaud, C.P. (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs *Cowan (ou Tardif), Duffy, Eaton, Fairbairn, C.P., Finley, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Lovelace Nicholas, Mahovlich, Mercer, Mockler, Ogilvie, Plett, Rivard, Robichaud, C.P., et Segal

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Atallahjan, Braley, Callbeck, Carignan, Chaput, Demers, Finley, Housakos, Hubley, Kochhar, MacDonald, Marshall, Martin, Meighen, Merchant, Nolin, Raine, Runciman, Wallace et Wallin

Greffière du comité

Josée Thérien

Recherche et soutien administratif

David Suprenant, Mathieu Frigon, Aïcha Coulibaly et Karen Hébert (Bibliothèque du Parlement)
Nicole Raymond et Monique Régimbald (adjointes administratives)

Comité permanent des banques et du commerce

A. Renseignements généraux

En 2010-2011, le comité a étudié cinq projets de loi et complété trois études :

Projets de loi

- Projet de loi C-14, Loi modifiant la Loi sur l'inspection de l'électricité et du gaz et la Loi sur les poids et mesures
- Projet de loi S-216, Loi modifiant la Loi sur la faillite et l'insolvabilité et la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies en vue de protéger les prestataires de régimes d'invalidité de longue durée
- Projet de loi S-206, Loi visant à assurer la parité de genre dans le conseil d'administration de certaines personnes morales, institutions financières et sociétés d'État mères
- Projet de loi S-3, Loi mettant en œuvre des conventions et des protocoles conclus entre le Canada et la Colombie, la Grèce et la Turquie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu
- Projet de loi S-201, Loi modifiant la Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières (cartes de crédit et de débit)

Études

- Étude sur la mesure dans laquelle les Canadiens recourent à des comptes d'épargne libre d'impôt et à des régimes enregistrés d'épargne-retraite
- La revue statutaire de dix ans de la Banque de développement du Canada conformément à la *Loi sur la Banque de développement du Canada*
- Proposition d'imposition de frais d'utilisation en vertu de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, conformément à la *Loi sur les frais d'utilisations*, L.C. 2004, ch. 6, par. 4(2)

En ce qui concerne son mandat général sur la situation actuelle du régime financier canadien et international, le comité n'a pas fait rapport au Sénat.

Le comité a également reçu des ordres de renvoi visant l'étude des projets de loi ci-après, sans toutefois pouvoir amorcer leur examen en raison de la dissolution de la 3^e session de la 40^e législature :

- Projet de loi S-202, Loi modifiant la Loi canadienne sur les paiements (systèmes de paiement par carte de débit)
- Projet de loi S-214, Loi modifiant la Loi sur la faillite et l'insolvabilité et d'autres lois (passif non capitalisé des régimes de pension)

B. Rapports au Sénat en 2010-2011*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Deuxième	S-3 (Loi de 2010 pour la mise en œuvre de conventions fiscales)	2010-04-29	3	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Troisième	Étude sur la mesure dans laquelle les Canadiens recourent à des comptes d'épargne libre d'impôt et à des régimes enregistrés d'épargne-retraite	2010-06-10	22	Rapport provisoire, <i>L'épargne-retraite : la clé d'une retraite confortable</i>
Quatrième	Étude sur la mesure dans laquelle les Canadiens recourent à des comptes d'épargne libre d'impôt et à des régimes enregistrés d'épargne-retraite	2010-10-19	22	Rapport final, <i>L'épargne-retraite : la clé d'une retraite confortable</i>
Cinquième	La proposition d'imposition de frais d'utilisation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i>	2010-11-03	1	Examen
Sixième	S-216 (Loi sur la protection des prestataires de régimes d'invalidité de longue durée)	2010-11-25	13	Recommandation de ne pas étudier davantage le projet de loi
Septième	La revue statutaire de dix ans de la Banque de développement du Canada conformément à la <i>Loi sur la Banque de développement du Canada</i>	2010-12-15	19	Rapport final, <i>L'examen décennal de la Banque de développement du Canada</i>
Huitième	Projet de loi S-206 (Loi sur la parité de genre dans les conseils d'administration)	2011-02-03	12	Recommandation de ne pas donner suite au projet de loi
Neuvième	Projet de loi C-14 (Loi sur l'équité à la pompe)	2011-02-17	8	Rapport sur le projet de loi sans amendement

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2010-2011) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011.

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2010-2011	40	67,8	-	112	8
2009-2010	35	60,0	-	98	5
2008-2009	22	43,0	-	98	2
2007-2008	31	56,2	-	121	11
2006-2007	36	70,6	25	153	14

D. Dépenses de l'exercice 2010-2011

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	5 800 \$
Dépenses des témoins	<u>12 261 \$</u>
TOTAL	18 061 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2010-2011

(* membres d'office)

Président

L'honorable sénateur Michael A. Meighen (conservateur)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Céline Hervieux-Payette, C.P. (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs *Cowan (ou Tardif), Gerstein, Greene, Harb, Hervieux-Payette, C.P., Kochhar, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Massicotte, Meighen, Moore, Oliver, Ringuette, Rivard et St. Germain, C.P.

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Atallahjan, Brown, Campbell, Cochrane, Dickson, Di Nino, Duffy, Eggleton, Frum, Housakos, Hubley, Manning, Marshall, Merchant, Mockler, Nancy Ruth, Neufeld, Nolin, Ogilvie, Patterson, Peterson, Plett, Poirier, Poy, Seidman, Smith (*Saurel*) et Tkachuk

Greffière du comité

Line Gravel

Recherche et soutien administratif

John Bulmer et Adriane Yong (Bibliothèque du Parlement)

Louise Pronovost (adjoind administrative)

Comité permanent sur les conflits d'intérêts des sénateurs

A. Renseignements généraux

Le Comité permanent sur les conflits d'intérêts des sénateurs a été créé en vertu du *Règlement du Sénat* pour se charger de toutes les questions ayant trait au *Code régissant les conflits d'intérêts des sénateurs*, adopté en 2005, et pour orienter de façon générale le conseiller sénatorial en éthique. Le Sénat a adopté une nouvelle version du *Code* en mai 2008. Ses responsabilités sont expliquées en détail dans le *Code*.

La composition du comité est établie selon un processus qui diffère de celui de la plupart des autres comités. Le *Code* prévoit ainsi que deux membres sont élus par scrutin secret par le caucus du gouvernement et deux autres par le caucus de l'opposition; le cinquième membre est élu par ces quatre membres. Le président du comité est élu par au moins quatre de ses membres.

B. Rapports au Sénat en 2010-2011*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Article 104 du <i>Règlement</i>	2010-12-08	-	Dépenses de la session précédente
Deuxième	Conformément à l'alinéa 86(1)r) du <i>Règlement</i>	2010-12-09	-	Budget

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins
2010-2011	1	0,3	-	2
2009-2010	6	7,4	1	2
2008-2009	9	9,2	-	2
2007-2008	7	7,4	-	2
2006-2007	3	1,4	-	1

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2010-2011) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011.

D. Dépenses de l'exercice 2010-2011

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	Néant
Dépenses des témoins	<u>Néant</u>
TOTAL	Néant

E. Membres du comité pendant l'exercice 2010-2011

(* membres d'office)

Président

L'honorable sénateur Terry Stratton (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Serge Joyal, C.P. (libéral)

Membres du comité (composition adoptée par motion du Sénat)

Les honorables sénateurs Andreychuk, Angus, Cordy, C.P., Joyal, C.P., et Stratton

Greffière du comité

Catherine Piccinin

Recherche et soutien administratif

Michel Bédard et Élise Hurtubise-Loranger (Bibliothèque du Parlement)

Debbie Larocque (adjointe administrative)

Comité permanent des droits de la personne

A. Renseignements généraux

En mars 2010, le comité a demandé et reçu un certain nombre d'ordres de renvoi du Sénat afin de poursuivre des études, notamment : 1) surveiller la mise en œuvre du rapport du comité intitulé *Un toit précaire : les biens matrimoniaux situés dans les réserves*, déposé au Sénat le 4 novembre 2003; 2) étudier diverses questions ayant trait aux droits de la personne et examiner, entre autres choses, les mécanismes du gouvernement pour que le Canada respecte ses obligations nationales et internationales en matière de droits de la personne; 3) examiner des questions de discrimination dans les pratiques d'embauche et de promotion de la fonction publique fédérale, étudier la mesure dans laquelle les objectifs pour atteindre l'équité en matière d'emploi pour les groupes minoritaires sont réalisés, examiner l'évolution du marché du travail pour les groupes des minorités visibles dans le secteur privé; 4) surveiller la mise en œuvre des recommandations du rapport du comité intitulé *Les enfants : des citoyens sans voix — Mise en œuvre efficace des obligations internationales du Canada relatives aux droits des enfants*, déposé au Sénat le 25 avril 2007; 5) examiner la question de l'exploitation sexuelle des enfants au pays et dans les communautés particulièrement touchées.

Pour faire suite à l'ordre de renvoi d'étudier diverses questions ayant trait aux droits de la personne et d'examiner, entre autres choses, les mécanismes du gouvernement pour que le Canada respecte ses obligations nationales et internationales en matière de droits de la personne, le comité s'est intéressé à trois questions en 2010-2011 :

- La première avait trait à l'intérêt continu du comité envers les travaux du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. En juin 2010, le comité a déposé un rapport détaillé marquant la fin d'une étude à long terme (qui avait déjà donné lieu à la publication de trois rapports) sur l'évolution du Conseil depuis sa création en 2006. Ce plus récent rapport examine également le premier bilan qu'a présenté le Canada au CDH en matière de droits de la personne aux termes de l'Examen périodique universel (EPU).
- Le comité a poursuivi son étude des questions ayant trait à la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies relative aux femmes, à la paix et à la sécurité, et des résolutions qui l'ont remplacée. Cette étude s'est conclue avec le dépôt, en novembre 2010, d'un rapport comportant deux grands volets : le premier concerne le rôle des femmes dans les situations de conflit et en tant qu'agentes de résolution des conflits et de consolidation de la paix, et le second, la violence sexuelle faite aux femmes et aux filles en temps de guerre.
- Finalement, concernant toujours cet ordre de renvoi, le comité a entrepris une étude des programmes fédéraux de soutien aux activités sportives et récréatives destinées aux enfants et aux adolescents handicapés, à la suite de la ratification par le Canada de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées. Quatre réunions ont eu lieu relativement à cette étude.

Dans le cadre de son étude des questions de discrimination dans les pratiques d'embauche et de promotion de la fonction publique fédérale, le comité a déposé un rapport en juin 2010 sur les progrès du gouvernement fédéral relativement à l'application de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*, en particulier pour savoir s'il a réussi à porter les taux de représentation de certains groupes au sein de la fonction publique fédérale au moins au niveau de leur disponibilité dans la population active. Le comité conclut que si la fonction publique fédérale semble avoir atteint une grande partie des objectifs fixés, il recommande que le gouvernement fédéral privilégie l'adoption de mesures concrètes pour atteindre ses objectifs en matière d'équité en emploi relativement au groupe des minorités visibles.

Juste avant la fin de l'exercice, le comité a également adopté un rapport ayant trait à son étude sur l'exploitation sexuelle des enfants, sans toutefois pouvoir déposer le rapport au Sénat avant la dissolution de la 40^e législature.

En plus de son travail en cours, le comité a reçu un ordre de renvoi et entrepris une étude sur le rôle possible du gouvernement du Canada dans la promotion et la protection des droits des femmes en Afghanistan lorsque le Canada aura terminé ses opérations de combat en 2011. Le comité a déposé son rapport en décembre 2010, dans lequel il recommande que le Canada fasse de l'avancement des droits des femmes l'une de ses cinq priorités en Afghanistan. Le rapport contient d'autres recommandations au sujet de la réconciliation, de la sécurité, de la justice, de l'éducation et du développement.

Le comité a examiné deux mesures législatives pendant l'exercice. Il a fait l'étude du projet de loi S-4, Loi concernant les foyers familiaux situés dans les réserves des premières nations et les droits ou intérêts matrimoniaux sur les constructions et terres situées dans ces réserves, et en a fait rapport avec amendements au Sénat le 15 juin 2010. Il a également étudié le projet de loi C-3, Loi favorisant l'équité entre les sexes relativement à l'inscription au registre des Indiens en donnant suite à la décision de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique dans l'affaire *McIvor c. Canada* (Registrar of Indian and Northern Affairs), et en a fait rapport au Sénat sans amendement mais avec des observations le 7 décembre 2010.

B. Rapports au Sénat en 2010-2011*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Deuxième	Cas de discrimination présumée dans les pratiques d'embauche et de promotion de la fonction publique fédérale	2010-06-15	51	Rapport provisoire, <i>Refléter le nouveau visage du Canada : l'équité en emploi dans la fonction publique</i>
Troisième	Projet de loi S-4 (Loi sur les foyers familiaux situés dans les réserves et les droits ou intérêts matrimoniaux)	2010-06-15	39	Rapport sur le projet de loi avec 12 amendements
Quatrième	Obligations nationales et internationales du Canada en matière de droits de la personne	2010-06-22	37	Rapport provisoire, <i>Le Canada et le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies : tracer une nouvelle voie</i>
Cinquième	Obligations nationales et internationales du Canada en matière de droits de la personne	2010-11-18	27	Rapport provisoire, <i>Les femmes, la paix et la sécurité : le Canada agit pour renforcer la participation des femmes</i>

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2010-2011) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011.

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Sixième	Projet de loi C-3 (Loi sur l'équité entre les sexes relativement à l'inscription au registre des Indiens)	2010-12-07	19	Rapport sur le projet de loi sans amendement mais avec observations
Septième	Promotion et protection des droits des femmes en Afghanistan quand le Canada aura mis fin à ses opérations de combat en 2011	2010-12-15	19	Rapport final, <i>La formation en Afghanistan : inclure les femmes</i>

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2010-2011	22	46,4	-	100	6
2009-2010	20	47,1	-	120	5
2008-2009	14	33,1	-	78	8
2007-2008	16	28,7	25,6	63	10
2006-2007	24	58,3	13,6	125	9

D. Dépenses de l'exercice 2010-2011

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>18 472 \$</u>
TOTAL	18 472 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2010-2011

(* membres d'office)

Présidentes

L'honorable sénatrice Nancy Ruth (conservatrice) (depuis septembre)

L'honorable sénatrice Janis G. Johnson (conservatrice) (jusqu'en septembre)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Mobina Jaffer (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Andreychuk, Baker, C.P., Brazeau, *Cowan (ou Tardif), Dallaire, Jaffer, Johnson, Kochhar, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Mitchell et Nancy Ruth

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Atallahjan, Boisvenu, Di Nino, Dyck, Fairbairn, C.P., Finley, Hubley, Lovelace-Nicholas, Marshall, Martin, Mercer, Munson, Oliver, Plett, Stratton et Zimmer

Greffier du comité

Adam Thompson

Recherche et soutien administratif

Julian Walker, Allison Goody et Julia Nicol (Bibliothèque du Parlement)
Debbie Larocque (adjointe administrative)

Comité permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles

A. Renseignements généraux

Le comité traite des questions concernant l'énergie, l'environnement et les ressources naturelles en général, y compris les mines et les ressources naturelles autres que les pêches et les forêts; les pipelines, les lignes de transmission et le transport de l'énergie; l'environnement; et toute autre question relative à l'énergie.

Le 11 mars 2010, le Sénat a de nouveau autorisé le comité à examiner l'état actuel et l'avenir du secteur de l'énergie au Canada (y compris les énergies de remplacement) et à en faire rapport. Le comité a donc poursuivi son étude en consultant des théoriciens de premier plan ainsi que des représentants d'établissements de recherche, de l'industrie, de groupes du secteur de l'énergie, des gouvernements provinciaux et territoriaux et d'autres intervenants. Le comité a publié son rapport provisoire *Attention Canada! En route vers notre avenir énergétique* en juin 2010.

Devant les préoccupations exprimées par les Canadiens au lendemain du récent déversement de millions de barils de pétrole brut dans le golfe du Mexique par BP, le comité a tenu des audiences exploratoires pendant six semaines pour savoir ce qu'il en est des opérations actuelles de forage en mer au Canada. Le rapport, intitulé *Les faits ne justifient pas l'interdiction des opérations actuelles de forage en mer : étude sénatoriale au lendemain de l'incident de la plate-forme Deepwater Horizon de BP*, a été déposé auprès du greffier du Sénat en août 2010.

Le comité a entamé la deuxième phase de son étude sur le secteur de l'énergie en septembre 2010. Il s'est servi de son rapport provisoire pour lancer les discussions, auxquelles les autorités gouvernementales, les experts et des intervenants des secteurs de l'énergie et d'autres domaines connexes étaient conviés à étudier les thèmes clés en matière d'énergie afin d'établir une stratégie globale en matière d'énergie durable pour le Canada.

Le 26 octobre 2010, afin de faciliter le dialogue avec les Canadiens à propos de l'élaboration d'une stratégie canadienne de l'énergie durable, le comité a lancé un site Web consacré à son étude, www.avenirenergiecanadienne.ca. Outre le site Web, le comité est devenu le premier comité parlementaire canadien à utiliser le média social Twitter (@SCEENR_SAYS) pour mieux engager le dialogue avec les Canadiens au sujet de l'avenir énergétique du pays. Les deux initiatives ont reçu des commentaires élogieux.

Le 18 novembre 2010, des membres du comité et leur personnel se sont rendus aux Laboratoires de Chalk River (LCR) d'Énergie atomique du Canada limitée (EACL), sur les bords de la rivière des Outaouais, pour constater de leurs propres yeux les travaux de recherche passionnants qui sont menés à Chalk River et discuter du rôle que l'énergie nucléaire pourrait jouer dans l'avenir de l'énergie au Canada.

Les 25 et 26 novembre 2010, des membres du comité et leur personnel ont visité plusieurs installations nucléaires de l'Ontario dans le cadre de l'étude en cours sur l'avenir énergétique du Canada. Les missions d'étude ont transporté la délégation à la corporation Cameco (à Port Hope, Ontario), à la centrale nucléaire de Darlington (à Clarington, Ontario) et à celle de Bruce (à Tiverton, Ontario).

Le comité a reconnu que le fait de se rendre dans diverses régions du pays permettrait aux sénateurs, dans le cadre de leur étude à long terme de l'état actuel et futur des systèmes énergétiques du pays, de se faire une idée de la situation à l'échelle régionale et d'ajouter aux connaissances acquises tout au long des audiences. Le comité a mené des missions d'étude et tenu des audiences publiques à Montréal les 7 et 8 février 2011. Du 28 février au 3 mars 2011, il a tenu des audiences publiques dans l'ensemble des provinces de l'Atlantique. En plus de mieux comprendre les questions d'ordre régional, les membres du comité ont pu recueillir des témoignages sur différents sujets, notamment :

- les liens entre l'énergie et le développement économique et régional, notamment pour préserver la compétitivité, assurer l'efficacité énergétique, la mise en valeur des ressources, la valeur ajoutée et la création d'emplois;
- le développement durable et l'acceptation sociale de la mise en place et de la construction et de l'exploitation de projets dans le domaine de l'énergie;
- les secteurs de collaboration pancanadienne en matière d'énergie et des approches coopératives pour les engagements intergouvernementaux.

Le comité a aussi étudié un ordre de renvoi et un projet de loi au cours de l'exercice 2010-2011 :

- Décret modifiant l'annexe 2 de la *Loi sur les aires marines nationales de conservation du Canada*, de même qu'un rapport au Parlement intitulé « Réserve d'aire marine nationale de conservation et site du patrimoine haïda Gwaii Haanas », déposé au Sénat le mardi 8 juin 2010, conformément à la *Loi sur les aires marines nationales de conservation du Canada*, L.C. 2002, ch. 18, par. 7(1). Le comité a fait son étude et indiqué au Sénat le 9 juin 2010 qu'il ne désapprouvait pas le Décret.
- Projet de loi S-210, Loi modifiant la Loi fédérale sur le développement durable et la Loi sur le vérificateur général (participation du Parlement). Le comité en a fait rapport au Sénat sans amendement le 22 avril 2010.

Le projet de loi S-225, Loi concernant la réorganisation et la privatisation de la société Énergie atomique du Canada limitée, a été renvoyé au comité par le Sénat le 8 mars 2011. Le comité ne s'était pas réuni au sujet de ce projet de loi au moment de la dissolution de la 3^e session de la 40^e législature, le 26 mars 2011.

B. Rapports au Sénat en 2010-2011*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Troisième	Projet de loi S-210, Loi modifiant la Loi fédérale sur le développement durable et la Loi sur le vérificateur général (participation du Parlement)	2010-04-22	-	Rapport sur le projet de loi sans amendement

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2010-2011) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011.

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Quatrième	L'état actuel et futur du secteur de l'énergie du Canada (y compris les énergies de remplacement)	2010-05-27	-	Rapport provisoire, <i>Conférence GLOBE 2010 : au-delà de la science</i>
Cinquième	Décret modifiant l'annexe 2 de la <i>Loi sur les aires marines nationales de conservation du Canada</i>	2010-06-09	-	Examen
Sixième	L'état actuel et futur du secteur de l'énergie du Canada (y compris les énergies de remplacement)	2010-06-17	-	Budget
Septième	L'état actuel et futur du secteur de l'énergie du Canada (y compris les énergies de remplacement)	2010-06-29	48	Rapport provisoire, <i>Attention Canada! En route vers notre avenir énergétique</i>
Huitième	L'état actuel et futur du secteur de l'énergie du Canada (y compris les énergies de remplacement)	2010-08-18	26	Rapport provisoire, <i>Les faits ne justifient pas l'interdiction des opérations actuelles de forage en mer : étude sénatoriale au lendemain de l'incident de la plate-forme Deepwater Horizon de BP</i>
Neuvième	L'état actuel et futur du secteur de l'énergie du Canada (y compris les énergies de remplacement)	2010-10-21	-	Budget
Dixième	L'état actuel et futur du secteur de l'énergie du Canada (y compris les énergies de remplacement)	2010-10-21	-	Budget supplémentaire
Onzième	L'état actuel et futur du secteur de l'énergie du Canada (y compris les énergies de remplacement)	2010-12-02	-	Budget

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2010-2011	49	114,1	28,4	159	9
2009-2010	34	62,9	25,0	85	12
2008-2009	22	44,6	36,0	71	10
2007-2008	30	46,0	-	48	9
2006-2007	33	53,6	12,0	76	5

D. Dépenses de l'exercice 2010-2011

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	113 987 \$
Dépenses des témoins	7 374 \$
TOTAL	121 361 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2010-2011

(* membres d'office)

Président

L'honorable sénateur W. David Angus (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Grant Mitchell (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Angus, Banks, Brown, *Cowan (ou Tardif), Frum, Housakos, Lang, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), McCoy, Merchant, Mitchell, Neufeld, Peterson et Seidman

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Baker, C.P., Campbell, Dickson, Eggleton, Fraser, Greene, Johnson, Martin, Moore, Nolin, Ogilvie, Patterson, Poulin, Raine, Rivard, Runciman, St. Germain, C.P., et Zimmer

Greffière du comité

Lynn Gordon

Recherche et soutien administratif

Marc LeBlanc et Sam Banks (Bibliothèque du Parlement)
 Chelsea Saville (adjointe administrative) (jusqu'en juillet 2010)
 Maritza Jean-Pierre (adjointe administrative) (depuis septembre 2010)

Comité permanent des finances nationales

A. Renseignements généraux

Le comité a été créé en mai 1919 sous le nom de Comité des finances, pour devenir le Comité des finances nationales en 1968. Le comité se concentre sur les questions relatives aux dépenses gouvernementales. Comme il est énoncé dans le *Règlement du Sénat du Canada* (alinéa 86(1)g), le comité a le mandat d'examiner les questions ayant trait au budget fédéral en général, y compris :

- i. les comptes nationaux et le rapport du vérificateur général;
- ii. les finances publiques.

Le comité consacre une grande partie de ses travaux à l'examen du budget des dépenses du gouvernement et des questions qui en découlent.

Étude du budget et des mesures législatives

Comme à l'habitude, le comité a consacré une grande partie de son attention au budget des dépenses, qui énonce le plan de dépenses du gouvernement. Le comité a tenu plusieurs réunions afin d'examiner divers aspects des prévisions de dépenses du gouvernement pour 2010-2011 et 2011-2012, y compris le *Budget supplémentaire des dépenses (A) 2010-2011*, le *Budget supplémentaire des dépenses (B) 2010-2011* et le *Budget supplémentaire des dépenses (C) 2010-2011*. Au cours de ces examens, une vaste gamme de questions ont été soumises à l'attention du Sénat par le comité.

Dans le cadre de ses audiences sur le Budget principal des dépenses de 2010-2011, le comité s'est penché sur une variété de questions, notamment le financement et les opérations des agences de développement régional, le financement et les opérations d'Énergie atomique du Canada limitée, Postes Canada, les dépenses d'Infrastructure Canada et CBC/Radio-Canada. De plus, il a de nouveau examiné le Cadre de financement exceptionnel. Le comité a également consacré plusieurs réunions à l'examen du Bureau du surintendant des faillites et aux fonctions connexes des syndic en matière de faillite et des conseillers en crédit. Comme à son habitude, le comité a entendu la Commission de la fonction publique du Canada et la vérificatrice générale.

Le comité a entrepris un examen préliminaire du Budget principal des dépenses de 2011-2012 en mars 2011, et il s'est penché sur une gamme de questions. Il a présenté un rapport provisoire au Sénat juste avant la dissolution de la 40^e législature.

Le comité a également fait rapport sur deux projets de loi :

- le projet de loi C-9, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 4 mars 2010 et mettant en œuvre d'autres mesures – rapport avec amendements;
- le projet de loi C-47, Loi n^o 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 4 mars 2010 et mettant en œuvre d'autres mesures – rapport sans amendement.

L'étude du projet de loi C-47 a été précédée d'une étude de l'objet du projet de loi, dont le comité n'a cependant pas fait rapport séparément.

Trois autres projets de loi ont été renvoyés au comité, sans qu'il puisse toutefois les étudier avant la dissolution de la 40^e législature :

- le projet de loi S-212, Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise (allégements fiscaux pour les habitants du Nunavik);
- le projet de loi S-221, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (crédit d'impôt pour compensation de carbone);
- le projet de loi C-288, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (crédit d'impôt pour les nouveaux diplômés travaillant dans les régions désignées).

Études spéciales

Le comité a entrepris une étude exhaustive des coûts et avantages de la pièce de un cent. Le comité a entendu les témoignages de nombreux intervenants, dont des représentants du gouvernement fédéral, d'institutions financières, d'associations de consommateurs, du secteur de la vente au détail, d'organismes de bienfaisance, d'universités et de gouvernements étrangers, ainsi que des collectionneurs. À la suite de ces témoignages, le comité a déposé un rapport en décembre 2010, dans lequel il recommande le retrait de la pièce de un cent. Il recommande également la mise en œuvre d'un système d'arrondissement symétrique volontaire à la suite de consultations auprès de tous les intervenants, notamment les secteurs de la vente au détail et des services et les gouvernements provinciaux et territoriaux.

B. Rapports au Sénat en 2010-2011*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Quatrième	Budget principal des dépenses de 2010-2011	2010-06-08	55	Deuxième rapport provisoire sur le Budget principal des dépenses
Cinquième	Budget supplémentaire des dépenses (A) 2010-2011	2010-06-22	19	Rapport final
Sixième	Projet de loi C-9 (Loi d'exécution du budget de 2010)	2010-07-04	138	Rapport sur le projet de loi avec quatre amendements
Septième	Budget supplémentaire des dépenses (B) 2010-2011	2010-12-09	17	Rapport final
Huitième	L'avenir de la pièce de un cent canadien	2010-12-14	19	Rapport final, <i>Les coûts et les avantages de la pièce de un cent pour les contribuables canadiens et l'ensemble de l'économie canadienne</i>

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2010-2011) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011.

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Neuvième	Projet de loi C-47 (Loi de soutien de la reprise économique au Canada)	2010-12-14	17	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Dixième	Budget supplémentaire des dépenses (C) 2010-2011	2011-03-10	15	Rapport final
Onzième	Budget principal des dépenses de 2011-2012	2011-03-22	18	Premier rapport provisoire sur le Budget principal des dépenses

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2010-2011	66	132,1	-	298	8
2009-2010	44	75,9	-	183	12
2008-2009	31	56,2	-	126	12
2007-2008	35	64,3	-	129	15
2006-2007	32	53,1	-	82	13

D. Dépenses de l'exercice 2010-2011

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>29 917 \$</u>
TOTAL	29 917 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2010-2011

(* membres d'office)

Président

L'honorable sénateur Joseph A. Day (libéral)

Vice-président

L'honorable Irving Gerstein (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Callbeck, *Cowan (ou Tardif), Day, Dickson, Eggleton, C.P., Finley, Gerstein, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Marshall, Murray, C.P., Neufeld, Poulin (Charette), Ringuette et Runciman

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Andreychuk, Angus, Atallahjan, Baker, Banks, Boisvenu, Braley, Carignan, Chaput, Cordy, Cowan, Dawson, Downe, Duffy, Eaton, Frum, Greene, Hubley, Lang, LeBreton, Losier-Cool, MacDonald, Manning, Martin, Massicotte, Meighen, Meredith, Mitchell, Mockler, Moore, Nolin, Oliver, Peterson, Plett, Raine, Rompkey, C.P., Seidman, Stratton, Tkachuk et Wallace

Greffier du comité

Adam Thompson

Recherche et soutien administratif

Lydia Scratch, Sylvain Fleury et John Bulmer (Bibliothèque du Parlement)

Natalie Lemay-Paquette (adjointe administrative)

Comité permanent des langues officielles

A. Renseignements généraux

Au début de l'exercice, le comité a poursuivi son étude sur la mise en œuvre de la partie VII de la *Loi sur les langues officielles*. Cette étude visait à évaluer les mesures prises par les institutions fédérales en réponse aux modifications apportées à la partie VII de la *Loi* en novembre 2005. Après avoir entendu un certain nombre de ministères et organismes fédéraux ainsi que des organismes représentant les communautés de langue officielle en situation minoritaire et des juristes, le comité a publié son rapport en juin 2010.

À l'hiver 2009, le comité a entamé une étude approfondie sur les communautés de langue anglaise du Québec. Cette étude visait à examiner les différents facteurs qui nuisent au développement et à l'épanouissement de ces communautés (comme le développement communautaire, l'éducation, la jeunesse, les arts et la culture et la santé). Le comité a tenu des audiences publiques à Ottawa et dans diverses régions du Québec afin de se familiariser avec les réalités et les défis auxquels se heurtent les communautés anglophones de la province. Il a publié son rapport en mars 2011.

En outre, le comité a étudié les rapports annuels du commissaire aux langues officielles, du ministère du Patrimoine canadien et du Conseil du Trésor, et il s'est également penché sur d'autres questions concernant les langues officielles, notamment l'enseignement dans la langue de la minorité et les médias ainsi que l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire.

B. Rapports au Sénat en 2010-2011*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Deuxième	Application de la <i>Loi sur les langues officielles</i>	2010-05-06	-	Budget
Troisième	Application de la <i>Loi sur les langues officielles</i>	2010-06-17	123	Rapport provisoire, <i>La mise en œuvre de la partie VII de la Loi sur les langues officielles : on peut faire encore mieux</i>
Quatrième	Application de la <i>Loi sur les langues officielles</i>	2011-03-09	120	Rapport provisoire, <i>L'épanouissement des communautés anglophones du Québec : du mythe à la réalité</i>

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2010-2011) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011.

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2010-2011	31	55,5	11,0	109	3
2009-2010	21	37,3	11,0	70	4
2008-2009	16	30,4	11,0	64	5
2007-2008	18	25,2	-	40	6
2006-2007	25	44,6	-	99	5

D. Dépenses de l'exercice 2010-2011

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	71 179 \$
Dépenses des témoins	<u>2 976 \$</u>
TOTAL	74 155 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2010-2011

(* membres d'office)

Présidente

L'honorable sénatrice Maria Chaput (libérale)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Andrée Champagne, C.P. (conservatrice)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Boisvenu, Champagne, C.P., Chaput, De Bané, C.P., Fortin-Duplessis, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Losier-Cool, Mockler, Seidman et Tardif

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Brazeau, Dawson, Fraser, Greene, Munson, Poulin, Rivard, Robichaud, C.P., Runciman, Smith (*Saurel*) et Wallace

Greffière du comité

Danielle Labonté

Recherche et soutien administratif

Marie-Ève Hudon (Bibliothèque du Parlement)

Louise Archambeault (adjoindte administrative)

Comité permanent des pêches et des océans

A. Renseignements généraux

Au début de l'exercice, le comité a poursuivi son étude sur l'ouest de l'Arctique canadien et plus particulièrement sur le rôle de la Garde côtière canadienne et la gestion des pêches et des océans dans cette région. Le comité avait travaillé en ce sens pendant la session précédente et republié un rapport en avril 2010; il s'était également fondé sur de l'information colligée au cours de la session précédente pour publier un deuxième rapport en mai de la même année.

En mars 2010, à la demande de la ministre des Pêches et des Océans, le comité a convenu de faire une étude sur les phares du pays et les services assurés par leurs gardiens. Il a également décidé d'élargir le champ de son étude afin d'y inclure la mise en œuvre de la *Loi sur la protection des phares patrimoniaux* qui devait entrer en vigueur à la fin de mai 2010. Le comité a invité les gardiens de phare et les divers groupes intéressés, notamment des représentants issus du milieu de la navigation de plaisance, des affréteurs commerciaux et des pêcheurs (ainsi que leurs associations), des entreprises, des collectivités ainsi que la population canadienne en général à faire valoir leur point de vue lors d'audiences qui se sont déroulées à Ottawa et au cours de missions d'étude en Nouvelle-Écosse, à Terre-Neuve-et-Labrador et en Colombie-Britannique. Le comité a publié deux rapports sur le sujet, un premier en décembre 2010 et un deuxième en mars 2011.

B. Rapports au Sénat en 2010-2011*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Deuxième	Cadre stratégique en évolution pour la gestion des pêches et des océans du Canada	2010-04-15	55	Rapport provisoire, <i>Le contrôle des eaux de l'Arctique canadien : rôle de la Garde côtière canadienne</i>
Troisième	Cadre stratégique en évolution pour la gestion des pêches et des océans du Canada	2010-05-06	-	Budget
Quatrième	Cadre stratégique en évolution pour la gestion des pêches et des océans du Canada	2010-05-26	55	Rapport provisoire, <i>La gestion des pêches et des océans dans l'ouest de l'Arctique canadien</i>
Cinquième	Cadre stratégique en évolution pour la gestion des pêches et des océans du Canada	2010-11-21	-	Budget supplémentaire

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2010-2011) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011.

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Sixième	Cadre stratégique en évolution pour la gestion des pêches et des océans du Canada	2010-12-20	28	Rapport provisoire, <i>Pleins feux sur les phares gardés de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve-et-Labrador : un rapport du comité</i>
Septième	Cadre stratégique en évolution pour la gestion des pêches et des océans du Canada	2011-03-24	46	Rapport provisoire, <i>Rapport sur la mise en œuvre de la Loi sur la protection des phares patrimoniaux</i>

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2010-2011	20	30,3	46	74,5	6
2009-2010	27	43,1	45,0	68	7
2008-2009	18	34,4	18,2	51	3
2007-2008	15	25,2	-	31	3
2006-2007	20	37,2	10,2	57	7

D. Dépenses de l'exercice 2010-2011

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	114 454 \$
Dépenses des témoins	<u>14 516 \$</u>
TOTAL	128 970 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2010-2011

(* membres d'office)

Président

L'honorable sénateur Bill Rompkey, C.P. (libéral)

Vice-président

L'honorable sénateur Dennis Glen Patterson (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Cochrane, *Cowan (ou Tardif), Dallaire, Hubley, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), MacDonald, Manning, Patterson, Poirier, Poy, Raine, Rompkey, C.P., Nancy Ruth et Watt

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Andreychuk, Ataullahjan, Downe, Johnson, Losier-Cool, Marshall, Martin, Meredith, Runciman et Stewart Olsen

Greffière du comité

Danielle Labonté

Recherche et soutien administratif

Claude Emery (Bibliothèque du Parlement)

Louise Archambeault (adjointe administrative)

Comité permanent des peuples autochtones

A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice 2010-2011, le comité a reçu cinq ordres de renvois, dont trois pour des études spéciales et deux concernant des projets de loi. Le comité a consacré la majeure partie de son temps à l'exécution de l'ordre de renvoi général qu'il avait reçu lors de l'exercice précédent l'autorisant à examiner, pour en faire rapport, les responsabilités constitutionnelles, conventionnelles, politiques et juridiques du gouvernement fédéral à l'égard des Premières nations, des Inuits et des Métis et d'autres questions générales relatives aux peuples autochtones du Canada.

Conformément à cet ordre de renvoi général, le comité a mené une étude sur la réforme pédagogique des Premières nations. En 2010-2011, il a tenu 20 audiences et entendu 57 témoins aux fins de cette étude. La plupart des témoignages se sont déroulés à Ottawa, mais plusieurs membres du comité se sont déplacés en Saskatchewan, en Alberta, au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse pour entendre des témoins.

Aux termes du même ordre de renvoi général, le comité a déposé un rapport sur les élections organisées en vertu des dispositions de la *Loi sur les Indiens*. Lors de l'exercice précédent, il avait tenu 17 audiences et entendu 87 témoins aux fins de cette étude. Ces audiences ont donné lieu au dépôt, en mai 2010, du troisième rapport du comité intitulé *Élections chez les Premières nations : une question de choix fondamentale*. Le 20 octobre 2010, le comité a reçu la réponse du gouvernement à ce rapport, sans toutefois avoir eu l'occasion de l'examiner avant la fin de l'exercice.

Le comité a entrepris une autre courte étude après avoir reçu un ordre de renvoi le 2 juin 2010 l'autorisant à poursuivre son examen des « progrès faits relativement aux engagements pris par les parlementaires des deux Chambres depuis les excuses présentées par le gouvernement aux anciens élèves des pensionnats autochtones ». Dans le cadre de cette étude, le comité s'est réuni à cinq reprises et a entendu dix témoins. L'étude a mené à la publication du septième rapport du comité, *Le chemin à parcourir : rapport sur les progrès accomplis depuis les excuses présentées par le gouvernement du Canada aux anciens élèves des pensionnats autochtones*, déposé au Sénat le 14 décembre 2010.

Sur le plan législatif, le 22 juin 2010, le comité a fait rapport sans amendement sur le projet de loi C-24, Loi modifiant la Loi sur le développement commercial et industriel des premières nations, qui lui avait été renvoyé le 17 juin 2010. Le 14 décembre 2010, le comité a reçu un ordre de renvoi concernant le projet de loi S-11, Loi concernant la salubrité de l'eau potable sur les terres des Premières Nations. Le comité s'est réuni à neuf reprises et a entendu 47 témoins; toutefois, l'exercice s'est terminé avant qu'il n'ait eu l'occasion de faire rapport sur le projet de loi.

B. Rapports au Sénat en 2010-2011*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Deuxième	Questions générales relatives aux peuples autochtones du Canada	2010-04-22	-	Budget
Troisième	Questions générales relatives aux peuples autochtones du Canada	2010-05-12	87	Rapport provisoire, <i>Élections chez les Premières nations : une question de choix fondamental</i>
Quatrième	Questions générales relatives aux peuples autochtones du Canada	2010-06-17	-	Budget
Cinquième	Projet de loi C-24 (Loi sur la certitude des titres fonciers des premières nations)	2010-06-22	3	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Sixième	Questions générales relatives aux peuples autochtones du Canada	2010-07-07	-	Budget
Septième	Examen des progrès accomplis relativement aux promesses du gouvernement depuis les excuses présentées aux anciens élèves des pensionnats autochtones	2010-12-14	10	Rapport final, <i>Le chemin à parcourir : rapport sur les progrès accomplis depuis les excuses présentées par le gouvernement du Canada aux anciens élèves des pensionnats autochtones</i>

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2010-2011) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011.

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2010-2011	38	66,3	32,4	134	6
2009-2010	46	81,2	2,2	161	8
2008-2009	21	34,8	-	64	7
2007-2008	15	21,0	19,8	43	5
2006-2007	30	46,8	20,2	101	6

D. Dépenses de l'exercice 2010-2011

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	105 266 \$
Dépenses des témoins	<u>37 979 \$</u>
TOTAL	143 245 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2010-2011

(* membres d'office)

Président

L'honorable sénateur Gerry St. Germain, C.P. (conservateur)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Lillian Dyck (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Brazeau, Campbell, *Cowan (ou Tardif), Demers, Dyck, Hubley, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Lovelace Nicholas, Patterson, Poirier, Raine, Stewart Olsen, Sibbeston et St. Germain, C.P.

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Ataullahjan, Banks, Chaput, Cordy, Cowan, Dallaire, Eaton, Fairbairn, C.P., Greene, Kochhar, Lang, Marshall, Mockler, Moore, Munson, Nancy Ruth, Neufeld, Ogilvie, Patterson, Peterson, Pépin et Seidman

Greffière du comité

Marcy Zlotnick

Recherche et soutien administratif

Tonina Simeone, Jodi Bruhn et Marion Ménard (Bibliothèque du Parlement)
Lyne Héroux (adjoindte administrative)

Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration

A. Renseignements généraux

Le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration a pour mandat d'examiner toutes les questions d'ordre financier ou administratif relatives à la gestion interne du Sénat. Il étudie et approuve les budgets demandés par les comités et établit des lignes directrices et des politiques sur des questions telles que les frais de déplacement et les dépenses budgétaires des sénateurs. En outre, le comité présente les prévisions budgétaires du Sénat pour approbation. En vertu du *Règlement du Sénat*, le comité est autorisé à exécuter son mandat de sa propre initiative, c'est-à-dire sans devoir attendre un ordre de renvoi du Sénat.

B. Rapports au Sénat en 2010-2011*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Deuxième	Alinéa 86 g)	2010-04-22	-	Fonds à débloquer pour l'exercice 2010-2011
Troisième	Alinéa 86 g)	2010-05-27	-	Fonds à débloquer pour l'exercice 2010-2011
Quatrième	Alinéa 86 g)	2010-06-17	-	État vérifié de la situation financière du Sénat du Canada
Cinquième	Alinéa 86 g)	2010-10-07	-	Lignes directrices pour les voyages à l'étranger
Sixième	Alinéa 86 g)	2010-10-28	-	Demande de la vérificatrice générale de procéder à une vérification du rendement de l'Administration du Sénat
Septième	Alinéa 86 g)	2010-11-18	-	États financiers du Sénat du Canada au 31 mars 2010
Huitième	Alinéa 86 g)	2010-11-25	-	Lignes directrices pour les voyages à l'étranger
Neuvième	Alinéa 86 g)	2010-12-07	-	Politique révisée du Sénat sur les taxis
Dixième	Alinéa 86 g)	2010-12-09	-	Rapport présenté aux termes des lignes directrices pour les voyages à l'étranger
Onzième	Alinéa 86 g)	2010-12-15	-	Rapport annuel sur les vérifications internes de 2009-2010

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2010-2011) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011.

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Douzième	Alinéa 86 g)	2011-02-03	-	Voyages à l'étranger
Treizième	Alinéa 86 g)	2011-03-02	-	Budget du Sénat pour 2011-2012

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2010-2011	22	25,5	29	12
2009-2010	18	22,8	7	8
2008-2009	11	9,5	3	9
2007-2008	12	14,9	-	8
2006-2007	18	33,9	2	14

D. Dépenses de l'exercice 2010-2011

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	NÉANT
TOTAL	NÉANT

E. Membres du comité pendant l'exercice 2010-2011

(* membres d'office)

Président

L'honorable sénateur David Tkachuk (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur George Furey (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Campbell, Carignan, Comeau, Cordy, *Cowan (ou Tardif), Di Nino, Downe, Fox, C.P., Furey, Greene, Jaffer, Kinsella, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Marshall, Munson, Stewart Olsen et Tkachuk

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Dawson, Day, De Bané, C.P., Finley, Fraser, Hervieux-Payette, C.P., Kochhar, MacDonald, Martin, Meighen, Mercer, Mitchell, Neufeld, Nolin, Peterson, Poulin, Raine, Stratton, Tardif et Wallace

Greffier du comité

Gary O'Brien (greffier du Sénat)

Soutien administratif au Secrétariat de la régie interne

Lucie Lavoie et Jimmy Manigat

Comité permanent du Règlement, de la procédure et des droits du Parlement

A. Renseignements généraux

C'est en 1968 que le Comité permanent du Règlement et de la procédure est créé, à la suite d'un rapport du Comité spécial du *Règlement du Sénat*, afin d'examiner le *Règlement* et de recommander des améliorations. En juin 1991, ce comité est remplacé par le Comité des privilèges, du Règlement et de la procédure, à qui on confie la tâche d'examiner la procédure, les coutumes et les privilèges du Sénat, fonction exercée antérieurement par le Comité des privilèges, composé de tous les sénateurs présents au cours de la session. En septembre 2001, le comité adopte son nom actuel, pour mieux refléter son mandat et ses responsabilités.

En 2010-2011, le Comité permanent du Règlement, de la procédure et des droits du Parlement a présenté trois rapports de fond. Deux d'entre eux recommandent d'apporter des modifications au *Règlement du Sénat* sur des questions de privilège et d'effacer le renvoi à deux comités mixtes inactifs. Le comité a également entrepris un examen de la structure des comités du Sénat et présenté un rapport initial au Sénat à cet égard.

B. Rapports au Sénat en 2010-2011*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Deuxième	Conformément au sous-alinéa 86(1) <i>f</i> (i) du <i>Règlement du Sénat</i>	2010-04-27		Questions de privilège
Troisième	Conformément au sous-alinéa 86(1) <i>f</i> (i) du <i>Règlement du Sénat</i>	2010-12-07	-	Modifications au <i>Règlement</i>
Quatrième	Conformément au sous-alinéa 86(1) <i>f</i> (i) du <i>Règlement du Sénat</i>	2011-03-09	-	<i>Restructuration des comités permanents du Sénat</i>

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2010-2011) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011.

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2010-2011	15	17,4	-	-	3
2009-2010	24	29,9	-	28	6
2008-2009	9	11,6	-	10	3
2007-2008	8	9,7	36,0	7	7
2006-2007	10	11,4	-	12	3

D. Dépenses de l'exercice 2010-2011

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	NÉANT
TOTAL	NÉANT

E. Membres du comité pendant l'exercice 2010-2011

(* membres d'office)

Président

L'honorable sénateur David P. Smith, C.P. (libéral)

Vice-président

L'honorable sénateur Terry Stratton (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Brown, Carignan, Carstairs, C.P., Cools, *Cowan (ou Tardif), Duffy, Fraser, Furey, Joyal, C.P., Keon, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), McCoy, Ogilvie, Oliver, Smith, C.P. (Cobourg), Stratton et Wallace

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Boisvenu, Braley, De Bané, C.P., Greene, Lang, Mahovlich, Mockler, Munson, Peterson, Seidman et Tkachuk

Greffier du comité

Charles Robert

Recherche et soutien administratif

Michel Bédard et Sebastian Spano (Bibliothèque du Parlement)
Katy Treehuba (adjoindte administrative)

Comité permanent de la sécurité nationale et de la défense

A. Renseignements généraux

Le Sénat a créé le Comité permanent de la sécurité nationale et de la défense lors de la 1^{re} session de la 37^e législature, le 15 mars 2001. Depuis sa création, le comité a étudié bon nombre de grandes questions et recommandé des mesures visant à améliorer la sécurité des Canadiens et à permettre au Canada de contribuer à la sécurité internationale. Au cours du dernier exercice, le comité a présenté cinq rapports de fond au Sénat.

Deux de ces rapports portent sur des mesures législatives, soit les projets de loi S-13 et C-55; un troisième fait suite à une motion du Sénat visant à faire changer l'appellation officielle de la Marine canadienne qui avait été renvoyée au comité à des fins d'examen. En plus de ces trois rapports, le comité a déposé deux rapports provisoires aux termes de l'ordre de renvoi l'enjoignant d'étudier les politiques de sécurité nationale et de défense du Canada.

Le premier de ces rapports provisoires, *La mission canadienne en Afghanistan : et maintenant?*, a été déposé en juin 2010 et porte largement sur la question de savoir si les Forces canadiennes devraient continuer de jouer un rôle en Afghanistan après 2011. Le deuxième rapport provisoire, *Souveraineté et sécurité dans l'Arctique canadien*, déposé en mars 2011, examine ce qui distingue les concepts de « souveraineté » et de « sécurité » et recommande les mesures que le Canada devrait prendre pour améliorer sa présence dans le Grand Nord.

Outre ces deux rapports provisoires, le comité a effectué deux missions d'étude aux termes de l'ordre de renvoi concernant l'étude des politiques de sécurité nationale et de défense du Canada. La première mission s'est déroulée en décembre 2010 à la Base des Forces canadiennes Edmonton; la seconde a eu lieu en février 2011, à Washington (D.C.).

B. Rapports au Sénat en 2010-2011*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Deuxième	Les politiques de sécurité nationale et de défense du Canada	2010-05-27	-	Budget
Troisième	Les politiques de sécurité nationale et de défense du Canada	2009-06-17	-	Budget
Quatrième	Les politiques de sécurité nationale et de défense du Canada	2010-06-22	18	Rapport provisoire, <i>La mission canadienne en Afghanistan : et maintenant?</i>

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2010-2011) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011.

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Cinquième	Motion visant à faire changer l'appellation officielle de la Marine canadienne	2010-12-13	8	Rapport final sur l'adoption de la motion visant à désigner les forces navales canadiennes sous l'appellation officielle de « Marine canadienne » au lieu de « Commandement maritime »
Sixième	Projet de loi S-13 (Opérations intégrées transfrontalières maritimes d'application de la loi entre le Canada et les États-Unis)	2011-03-01	14	Rapport sur le projet de loi avec trois amendements
Septième	Les politiques de sécurité nationale et de défense du Canada	2011-03-22	17	Rapport provisoire, <i>Souveraineté et sécurité dans l'Arctique canadien</i>
Huitième	Projet de loi C-55 (Loi améliorant la Nouvelle Charte des anciens combattants)	2011-03-23	7	Rapport sur le projet de loi sans amendement

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2010-2011	22	51,8	30,5	83	7
2009-2010	23	55,5	161,5	28	5
2008-2009	15	60,0	44,5	26	11
2007-2008	18	68,7	114,0	71	7
2006-2007	25	111,4	198,0	77	13

D. Dépenses de l'exercice 2010-2011

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	71 814 \$
Dépenses des témoins	<u>9 654 \$</u>
TOTAL	81 468 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2010-2011

(* membres d'office)

Présidente

L'honorable sénatrice Pamela Wallin (conservatrice)

Vice-président

L'honorable sénateur Roméo Dallaire (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Banks, *Cowan (ou Tardif), Day, Lang, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Manning, Meighen, Nolin, Pépin, Wallin et Zimmer

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Boisvenu, Cordy, Dickson, Downe, Duffy, Greene, Harb, Hubley, Johnson, Mercer, Mitchell, Munson, Neufeld, Patterson, Peterson, Plett, Marshall, Robichaud, C.P., Rompkey, C.P., Segal, St. Germain, C.P., et Tkachuk

Greffier du comité

Kevin Pittman

Recherche et soutien administratif

Holly Porteous et Martin Auger (Bibliothèque du Parlement)
Anita Vinette (adjointe administrative)

Sous-comité des anciens combattants

A. Renseignements généraux

Au cours de la dernière session, le Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense a chargé le Sous-comité des anciens combattants d'étudier les services et avantages que reçoivent les membres et vétérans des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada ainsi que leurs familles.

Aux termes de l'ordre de renvoi mentionné précédemment, le sous-comité a entrepris, durant le dernier exercice, une série d'audiences publiques sur la mise en œuvre de la nouvelle Charte des anciens combattants. Il a entendu les témoignages de nombreux hauts fonctionnaires, intervenants et universitaires et recueilli de l'information en vue de présenter un rapport faisant le point sur cette question. Au moment de la dissolution, le sous-comité était en train d'examiner l'ébauche d'un rapport ayant trait à ce mandat.

B. Rapports au Sénat en 2010-2011*

Le Sous-comité des anciens combattants fait rapport au Comité permanent de la sécurité nationale et de la défense.

C. Activités du sous-comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins
2010-2011	22	26,7	-	43
2009-2010	15	15,3	-	23
2008-2009	6	6,7	36,0	15
2007-2008	12	12,8	36,0	22
2006-2007	8	8,4	6,9	22

D. Dépenses de l'exercice 2010-2011

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>2 870 \$</u>
TOTAL	2 870 \$

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2010-2011) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011.

E. Membres du sous-comité pendant l'exercice 2010-2011

Présidents

L'honorable sénateur Roméo Dallaire (libéral) (depuis le 4 octobre 2010)
L'honorable sénateur Tommy Banks (libéral) (jusqu'au 4 octobre 2010)

Vice-président

L'honorable sénateur Fabian Manning (conservateur)

Membres du sous-comité (nommés par le comité)

Les honorables sénateurs Banks, Dallaire, Manning Meighen et Wallin

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du sous-comité

Les honorables sénateurs Day, Dickson, Downe, Johnson, Lang, Marshall, Neufeld, Nolin, Patterson, Peterson, Pépin, Plett, Rompkey, C.P., et St. Germain, C.P.

Greffier du sous-comité

Kevin Pittman

Recherche et soutien administratif

Jim Cox (Bibliothèque du Parlement)
Anita Vinette (adjointe administrative)

Comité permanent de sélection

A. Renseignements généraux

Au début de chaque session, il y a constitution d'un comité de sélection chargé d'exercer deux fonctions : nommer un président à titre intérimaire et désigner les sénateurs qui siégeront aux divers comités.

B. Rapports au Sénat en 2010-2011*

NÉANT

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins
2010-2011	-	-	-	-
2009-2010	2	0,4	-	3
2008-2009	3	0,5	-	3
2007-2008	2	0,4	-	3
2006-2007	5	0,8	-	5

D. Dépenses de l'exercice 2010-2011

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>NÉANT</u>
TOTAL	NÉANT

E. Membres du comité pendant l'exercice 2010-2011

(* membres d'office)

Président

L'honorable sénateur Consiglio Di Nino (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Jim Munson (libéral)

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2010-2011) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011.

Membres du comité (nommés par le Sénat)

Les honorables sénateurs *Cowan (ou Tardif), Di Nino, Fortin-Duplessis, Fraser, Greene, *Hervieux-Payette, C.P. *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Martin, Munson, Robichaud, C.P., et Stewart Olsen

Greffière du comité

Heather Lank

Soutien administratif

Brigitte Martineau (adjoite administrative)

Comité permanent des transports et des communications

A. Renseignements généraux

Au cours de la 3^e session de la 40^e législature, le comité a entrepris une étude sur le secteur du sans-fil. Son ordre de renvoi était le suivant :

Étudier les enjeux émergents liés à son mandat dans le domaine des communications et faire rapport sur le secteur du sans-fil, notamment sur l'accès à Internet haute vitesse, la fourniture de largeur de bande, le rôle d'édification de la nation du sans-fil, le rythme d'adoption des innovations, les aspects financiers liés aux changements possibles du secteur ainsi que le développement du secteur au Canada comparativement à ce qui se fait ailleurs dans le monde.

Dans le rapport qu'il a déposé au Sénat le 16 juin 2010 intitulé *Plan pour un Canada numérique.ca*, le comité a encouragé vivement le gouvernement à donner l'exemple en s'investissant dans la société numérique, au point de recourir à la technologie numérique pour fonctionner et offrir ses services. Le comité recommande également que le Canada présente une stratégie pour une société numérique inclusive.

Après l'étude sur le sans-fil, le comité a amorcé une étude sur les nouveaux enjeux du secteur canadien du transport aérien. L'ordre de renvoi visait quatre grands enjeux : le contexte mondial, le marché national, les relations commerciales entre l'industrie et les voyageurs et l'incidence économique des aéroports. Dans le cadre de cette étude, le comité a effectué une mission d'étude à l'Aéroport international d'Ottawa.

En plus de ces études spéciales, plusieurs projets de loi ont été renvoyés au comité, dont le projet de loi C-42, Loi modifiant la Loi sur l'aéronautique (rapport sans amendement présenté le 10 mars 2011), le projet de loi C-28, Loi visant à promouvoir l'efficacité et la capacité d'adaptation de l'économie canadienne par la réglementation de certaines pratiques qui découragent l'exercice des activités commerciales par voie électronique et modifiant la Loi sur le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, la Loi sur la concurrence, la Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques et la Loi sur les télécommunications (rapport sans amendement présenté le 14 décembre 2010), le projet de loi S-5, Loi modifiant la Loi sur la sécurité automobile et la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999) (rapport sans amendement présenté le 3 juin 2010). Le projet de loi S-219, Loi modifiant la Loi sur la Société canadienne des postes (service postal en milieu rural et ombudsman de Postes Canada) a été renvoyé au comité, mais ce dernier n'a pu en faire rapport avant la prorogation.

B. Rapports au Sénat en 2010-2011 *

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Deuxième	Examen des enjeux émergents liés à son mandat dans le domaine des communications et rapport sur le secteur du sans-fil	2010-05-27	-	Budget
Troisième	Projet de loi S-5 (Loi assurant aux Canadiens la sécurité des véhicules importés du Mexique)	2010-06-03	7	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Quatrième	Examen des enjeux émergents liés à son mandat dans le domaine des communications et rapport sur le secteur du sans-fil	2010-06-16	5	Rapport final, <i>Plan pour un Canada numérique.ca</i>
Cinquième	Nouveaux enjeux du secteur canadien du transport aérien	2010-12-14	-	Budget
Sixième	Projet de loi C-28 (promouvoir l'efficacité et la capacité d'adaptation de l'économie canadienne)	2010-12-14	5	Rapport sur le projet de loi sans amendement
Septième	Projet de loi C-42 (Loi sur l'aéronautique)	2011-03-10	4	Rapport sur le projet de loi sans amendement

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2010-2011) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011.

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2010-2011	28	33,5	2,4	62	6
2009-2010	26	34,0	64,6	71	6
2008-2009	8	8,3	-	9	4
2007-2008	30	43,1	15,1	100	9
2006-2007	35	51,6	7,0	88	8

D. Dépenses de l'exercice 2010-2011

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	16 274 \$
Dépenses des témoins	4 646 \$
TOTAL	20 920 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2010-2011

(* membres d'office)

Président

L'honorable sénateur Dennis Dawson (libéral)

Vice-président

L'honorable sénateur Leo Housakos (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Cochrane, *Cowan (ou Tardif), Dawson, Fox, C.P., Frum, Housakos, Johnson, *LeBreton, C.P. (ou Comeau), MacDonald, Martin, Mercer, Merchant, Plett et Zimmer

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Banks, Boisvenu, Carignan, Carstairs, C.P., Comeau, Kochhar, Marshall, Meighen, Meredith, Mockler, Moore, Nancy Ruth, Ogilvie, Oliver, Raine, Seidman, Stratton et Wallin

Greffière du comité

Keli Hogan

Recherche et soutien administratif

Terrence Thomas et Dean Ruffilli (Bibliothèque du Parlement)

Monique Régimbald (adjointe administrative)

Comité mixte permanent de la Bibliothèque du Parlement

A. Renseignements généraux

Sous réserve de l'adoption de son premier rapport au Sénat, le comité mixte recommande qu'il soit autorisé à aider le Président du Sénat et le Président de la Chambre des communes à diriger et à gérer la Bibliothèque du Parlement et qu'il ait la permission de leur présenter des recommandations sur la gouvernance de la Bibliothèque et l'utilisation des crédits accordés par le Parlement pour l'achat de livres, de cartes ou d'autres documents destinés à y être archivés.

Au cours de l'exercice, du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011, le comité s'est réuni à huit reprises. Il a amorcé une étude du Parlement 2020, dans le cadre de laquelle il a invité plusieurs témoins à venir discuter de la façon dont les bibliothèques parlementaires pourraient élaborer de nouvelles initiatives d'information du public pour combler le fossé qui sépare le public (en particulier les jeunes électeurs) et le Parlement. L'étude est toujours en cours. Le comité a également tenu une réunion pour préparer le Budget principal des dépenses de 2011-2012 de la Bibliothèque du Parlement et examiner le Crédit parlementaire n° 10 du Budget principal des dépenses (B) de 2010-2011.

B. Rapports au Sénat en 2010-2011*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Permanent	2010-04-28	-	Mandat et quorum du comité
Deuxième	Crédit parlementaire n° 10 du Budget principal des dépenses de 2010-2011	2010-11-23	-	Examen

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins
2010-2011	8	7,8	15	2
2009-2010	12	18,7	24	3
2008-2009	5	5,8	6	1
2007-2008	3	1,7	2	1
2006-2007	2	0,2	-	1

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2010-2011) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011.

D. Dépenses de l'exercice 2010-2011

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	NÉANT
TOTAL	NÉANT

E. Membres du comité pendant l'exercice 2010-2011

Coprésident

L'honorable sénateur Percy E. Downe (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Downe, Greene, Lapointe, MacDonald et Stratton

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Banks, Housakos, Johnson, Kochhar, Mercer, Meredith, Seidman et Tkachuk

Greffière du comité mixte

Keli Hogan

Recherche et soutien administratif

Élise Hurtubise-Loranger, François Côté et Sonya Norris (Bibliothèque du Parlement)

Monique Régimbald (adjointe administrative)

Comité mixte permanent d'examen de la réglementation

A. Renseignements généraux

Le mandat du Comité mixte permanent d'examen de la réglementation est défini par la *Loi sur les textes réglementaires*, qui l'autorise à étudier et à contrôler certains textes réglementaires adoptés après le 1^{er} janvier 1972. Outre ce mandat législatif, le comité mixte dispose, depuis 1980, d'un ordre de renvoi renouvelé au début de chaque session par le Sénat et la Chambre des communes l'autorisant à étudier les moyens que le Parlement peut utiliser pour mieux surveiller le processus de réglementation du gouvernement. Ensemble, les mandats législatif et parlementaire du comité mixte lui confèrent une vaste compétence en matière d'enquêtes et de rapports sur la plupart des aspects du processus de réglementation fédéral.

Au cours de l'exercice, du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011, le comité s'est réuni à 15 reprises. Bien qu'il convoque rarement des témoins, il a jugé bon de le faire cette année. Laureen Kinney, directrice générale de la Sûreté de l'aviation à Transports Canada, a témoigné devant le comité en décembre 2010.

B. Rapports au Sénat en 2010-2011*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Deuxième	Article 19 de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> , L.R.C. 1985, ch. S-22	2010-12-14	-	<i>Rapport n° 86 — Règlement sur les successions d'Indiens</i>

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins
2010-2011	16	18,8	1	1
2009-2010	11	15,0	1	4
2008-2009	10	12,1	3	3
2007-2008	12	14,9	4	2
2006-2007	12	16,4	10	5

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2010-2011) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011.

D. Dépenses de l'exercice 2010-2011

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	1 552 \$
Dépenses des témoins	<u>NEANT</u>
TOTAL	1 552 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2010-2011

Coprésidente

L'honorable sénatrice Yonah Martin (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Boisvenu, Dickson, Harb, Hervieux-Payette, C.P., Martin, Moore, Poirier et Wallace

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Braley, Housakos, Johnson, Meighen et Stratton

Greffière du comité mixte

Marcy Zlotnick

Recherche et soutien administratif

Peter Bernhardt, Jacques Rousseau, Shawn Abel et Evelyne Borkowski-Parent (Bibliothèque du Parlement)

Lyne Héroux (adjointe administrative)

Comité spécial sur l'antiterrorisme

A. Renseignements généraux

Lorsque le Comité sénatorial spécial sur l'antiterrorisme a été créé, en mai 2010, il devait principalement se consacrer à l'examen des projets de loi ayant trait à l'antiterrorisme. En attendant que les projets de loi en arrivent à l'étape du comité au Sénat, le comité a demandé au Sénat l'autorisation d'effectuer une étude spéciale sur des questions concernant l'antiterrorisme, demande que la Chambre haute lui a accordée. Aux termes de cet ordre de renvoi, le comité a décidé d'examiner la nature changeante du terrorisme, notamment le phénomène grandissant des terroristes d'origine intérieure. À cette fin, le comité a tenu 11 audiences entre mai 2010 et février 2011, au cours desquelles il a entendu 32 témoins, notamment des universitaires ainsi que des représentants des forces policières et des services de renseignement du Canada, des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Australie. En mars 2011, le comité a publié son rapport provisoire, *Liberté, sécurité et la menace complexe du terrorisme : des défis pour l'avenir*, qui porte sur l'évolution de la menace, les défis que présentent les enquêtes et les poursuites en matière de terrorisme ainsi que la surveillance parlementaire de la sécurité nationale. Le rapport fait état de deux grandes préoccupations : l'absence d'une surveillance parlementaire adéquate et en profondeur ainsi que le manque de recherches sérieuses portant spécifiquement sur la transition de la radicalisation vers la violence.

Au cours de l'exercice 2010-2011, le comité a également étudié une mesure législative, le projet de loi S-7, Loi visant à décourager le terrorisme et modifiant la Loi sur l'immunité des États. Après avoir tenu trois audiences à propos du projet de loi, le comité en a fait rapport sans amendement mais avec observations sur cinq points.

B. Rapports au Sénat en 2010-2011*

N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Premier	Article 104	2010-06-01	-	Dépenses de la session précédente
Deuxième	Projet de loi S-7 (Loi sur la justice pour les victimes d'actes de terrorisme)	2010-10-05	10	Rapport sur le projet de loi sans amendement mais avec observations
Troisième	Questions relatives à l'antiterrorisme	2011-03-23	32	Rapport provisoire <i>Liberté, sécurité et la menace complexe du terrorisme : des défis pour l'avenir</i>

* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2010-2011) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi qui a fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011, même si cette comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi qui n'ont pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2010-2011.

C. Activités du comité : comparaison sur cinq ans, 2007-2011

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures d'information	Nombre de témoins
2010-2011	18	35,8	42	3
2009-2010	-	-	-	1
2008-2009	23	47,7	130	3
2007-2008	14	30,5	79	4
2006-2007	9	17,9	43	2

D. Dépenses de l'exercice 2010-2011

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	14 672 \$
TOTAL	14 672 \$

E. Membres du comité pendant l'exercice 2010-2011

(* membres d'office)

Président

L'honorable sénateur Hugh Segal (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Serge Joyal, C.P. (libéral)

Dont la nomination a été approuvée en vertu d'une motion du Sénat

Les honorables sénateurs *Cowan (ou Tardif), Furey, Jaffer, Joyal, C.P., *LeBreton, C.P. (ou Comeau), Marshall, Nolin, Segal, Smith, C.P. (*Cobourg*), Tkachuk et Wallin

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Baker, C.P., Dallaire, Duffy, Greene, Manning, Mitchell, Patterson et Plett

Greffière du comité

Barbara Reynolds

Recherche et soutien administratif

Cynthia Kirkby et Dominique Valiquet (Bibliothèque du Parlement)

Brigitte Martineau (adjoind administrative)

Partie III – Dépenses des comités

Rapport détaillé sur les dépenses des comités (2010-2011)

Les comités sénatoriaux peuvent demander un budget, par exemple pour retenir les services d'experts-conseils et engager du personnel de bureau, ou encore pour voyager s'ils y ont été autorisés par le Sénat. Certaines dépenses, concernant notamment les vidéoconférences et les frais de déplacement des témoins, sont imputées à un budget central. Le processus budgétaire est expliqué dans le *Règlement administratif du Sénat* (chapitre 3:06).

Les comités sénatoriaux peuvent présenter une demande de budget, par exemple, pour embaucher un conseiller juridique ou des spécialistes d'une question et pour faire des déplacements, s'il y a autorisation du Sénat. En outre, certaines dépenses sont portées à un budget central géré par la Direction des comités. Il s'agit des coûts des vidéoconférences et des frais de déplacement des témoins, qui figurent tous deux dans la colonne B ci-dessous, ainsi que des frais de poste en général, des cafés/thés/jus servis lors des réunions des comités à Ottawa et, depuis 2009-2010, des repas de travail à Ottawa qui figurent dans la colonne C ci-dessous.

Réunions et dépenses, 2007-2011

Exercice	Nombre de réunions	Total Comités du Sénat (A)	Dépenses des témoins (B)	Autres dépenses (C)	Total des dépenses (A+B+C)
2010-2011	581	687 050 \$	302 448 \$	197 025 \$	1 186 523 \$
2009-2010	514	1 332 551 \$	223 920 \$	178 424 \$	1 734 895 \$
2008-2009	361	1 030 767 \$	184 223 \$	-	1 214 990 \$
2007-2008	444	1 520 093 \$	202 874 \$	-	1 722 967 \$
2006-2007	541	1 888 324 \$	220 022 \$	-	2 108 346 \$

Définition des catégories courantes

Le tableau suivant présente le budget et les dépenses réelles de chaque comité, réparties entre les dépenses générales (toutes les dépenses non liées aux déplacements du comité) et les déplacements du comité. Les dépenses sont en outre ventilées selon les trois catégories habituelles :

- **Transports et communications** (y compris le transport aérien, les hôtels, les indemnités journalières, les repas de travail et le transport terrestre)
- **Services professionnels et autres** (y compris l'aide à la recherche, les conseillers spécialisés, les services de sténographie et de transcription, ainsi que les frais d'accueil)
- **Autres dépenses** (y compris la publicité, les frais de messagerie, la location de salles de réunion, le matériel de sténographie et d'interprétation, ainsi que les services d'imprimerie)

Rapport des budgets et dépenses des comités (2010-2011)

Nom du comité <i>40^e législature, 3^e session</i>	BUDGET		DÉPENSES			
	Budget total	Budget	Transports et communications	Services professionnels	Autres	Dépenses totales
Affaires étrangères et commerce international						
Étude de questions d'ordre général	2 000					
<i>Dépenses générales</i>		2 000	-	452	-	452
Étude sur le cadre stratégique du gouvernement	204 000					
<i>Dépenses générales</i>		2 000	-	-	50	50
<i>Inde</i>		202 000	104 359	4 815	2 047	111 221
TOTAL	206 000	206 000	104 359	5 268	2 097	111 724
Affaires juridiques et constitutionnelles						
Projets de loi	23 750					
<i>Dépenses générales</i>		23 750	-	-	529	529
Étude de la Loi sur l'identification par les empreintes génétiques	9 500					
<i>Dépenses générales</i>		9 500	-	-	-	-
TOTAL	33 250	33 250	-	-	529	529
Affaires sociales, sciences et technologie						
Étude sur les grandes villes canadiennes	21 340					
<i>Dépenses générales</i>		21 340	-	-	8 991	8 991
Étude sur la pandémie	1 550					
<i>Dépenses générales</i>		900	-	390	-	390
<i>Centre des opérations du gouvernement</i>		650	400	-	-	400
Étude sur l'accès à l'éducation postsecondaire	11 840					
<i>Dépenses générales</i>		11 840	-	960	-	960
TOTAL	34 730	34 730	400	1 350	8 991	10 741
Agriculture et forêts						
Étude sur le secteur forestier	146 804					
<i>Dépenses générales</i>		14 450	-	-	-	-
<i>Chibougamau et Timmins</i>		28 900	17 640	254	63	17 957
<i>Région de la capitale nationale</i>		6 100	773	102	-	876
<i>Vancouver-William-Kelowna</i>		97 354	44 707	63	129	44 899
TOTAL	146 804	146 804	63 119	420	192	63 731

Nom du comité 40 ^e législature, 3 ^e session	BUDGET		DÉPENSES			
	Budget total	Budget	Transports et communications	Services professionnels	Autres	Dépenses totales
Banques et commerce						
Projets de loi	7 300					
<i>Dépenses générales</i>		7 300	-	-	5 800	5 800
TOTAL	7 300	7 300	-	-	5 800	5 800
Conflits d'intérêts des sénateurs						
<i>Dépenses générales</i>	50 000	50 000	-	-	-	-
TOTAL	50 000	50 000	-	-	-	-
Énergie, environnement et ressources naturelles						
Étude sur le secteur de l'énergie	188 012					
<i>Dépenses générales</i>		14 000	-	5 032	171	5 203
<i>Conférence : Globe 2009-2010</i>		-	67	-	-	67
<i>Chalk River</i>		3 436	880	-	-	880
<i>Maritimes</i>		133 260	61 484	8 208	17 528	87 220
<i>Montréal</i>		26 604	7 463	3 840	2 260	13 563
<i>Installations nucléaires de l'Ontario – Toronto</i>		10 712	6 871	-	183	7 054
TOTAL	188 012	188 012	76 765	17 079	20 142	113 987
Examen de la réglementation (mixte)						
<i>Dépenses générales</i>		7 050	-	614	938	1 552
TOTAL	7 050	7 050	-	614	938	1 552
Langues officielles						
Étude sur la Loi sur les langues officielles	95 598					
<i>Dépenses générales</i>		2 000	-	-	-	-
<i>Communauté anglophone – Québec</i>		93 598	41 560	713	28 905	71 179
TOTAL	95 598	95 598	41 560	713	28 905	71 179
Pêches et océans						
Étude du cadre stratégique du gouvernement	200 063					
<i>Dépenses générales</i>		2 700	-	-	147	147
<i>Colombie-Britannique</i>		71 760	48 259	-	1 294	49 553
<i>Phares du Canada – Nouvelle-Écosse</i>		62 455	32 275	49	690	33 014
<i>Terre-Neuve-et-Labrador</i>		63 148	31 326	-	413	31 740
TOTAL	200 063	200 063	111 860	49	2 545	114 454

Nom du comité <i>40^e législature, 3^e session</i>	BUDGET		DÉPENSES			
	Budget total	Budget	Transports et communications	Services professionnels	Autres	Dépenses totales
Peuples autochtones						
Étude de questions d'ordre général	241 020					
<i>Dépenses générales</i>		14 520	-	1 618	3 125	4 743
<i>Nouveau-Brunswick et Nouvelle-Écosse</i>		42 925	31 964	-	200	32 164
<i>Nord de l'Ontario</i>		35 340	-	-	-	-
<i>Saskatchewan-Alberta</i>		141 735	62 340	3 073	2 947	68 360
<i>Promotion de rapports</i>		6 500	-	-	-	-
TOTAL	241 020	241 020	94 304	4 690	6 272	105 266
Sécurité nationale et défense						
Étude sur la politique de sécurité nationale	173 170					
<i>Dépenses générales</i>		28 550	-	12 150	-	12 150
<i>BFC Edmonton</i>		92 805	35 731	-	15	35 746
<i>CRM Saint-Jean</i>		3 375	-	-	-	-
<i>Washington (D.C.)</i>		48 440	23 918	-	-	23 918
TOTAL	173 170	173 170	59 650	12 150	15	71 814
Transports et communications						
Étude sur le transport aérien	420					
<i>Région de la capitale nationale</i>		420	108	-	-	108
Étude sur le secteur du sans-fil	17 370					
<i>Dépenses générales</i>		17 370	-	15 930	236	16 166
TOTAL	17 790	17 790	108	15 930	236	16 274
TOTAL 40-3	1 400 787	1 400 787	552 126	58 263	76 661	687 050

Ventilation des dépenses des témoins (2010-2011)

ACTIVITÉS DES COMITÉS (40^e législature, 3^e session)	TOTAL	MONTANT
Affaires étrangères	5 604	
Étude spéciale sur le Brésil		2 989
Étude spéciale sur la Chine, l'Inde et la Russie		2 615
Affaires juridiques et constitutionnelles	37 613	
Projets de loi		36 674
Étude spéciale sur les fichiers pornographiques		939
Affaires sociales, sciences et technologies	58 988	
Projets de loi		10 539
Étude spéciale sur les grandes villes		15 161
Étude spéciale sur la pandémie		17 835
Étude spéciale sur la santé des populations		1 838
Étude spéciale sur l'éducation postsecondaire		13 615
Transports et communications	4 646	
Projets de loi		2 386
Étude spéciale sur le transport aérien		2 260
Agriculture et forêts	44 907	
Étude sur le secteur forestier canadien		44 907
Antiterrorisme	14 672	
Projets de loi		1 476
Étude sur les questions relatives à l'antiterrorisme		13 196
Banques et commerce	12 261	
Projets de loi		10 138
Étude spéciale sur les comptes d'épargne libre d'impôt et les REER		2 123
Droits de la personne	18 472	
Projets de loi		7 549
Étude spéciale sur les Afghanes		3 985
Étude spéciale sur les obligations nationales et internationales en matière de droits de la personne		4 770
Étude spéciale sur l'exploitation sexuelle des enfants		2 169
Énergie, environnement et ressources naturelles	7 374	
Étude spéciale sur le secteur de l'énergie		7 374
Finances nationales	29 917	
Projets de loi		25 326
Étude spéciale sur la pièce de un cent		4 590
Langues officielles	2 976	
Étude spéciale sur la <i>Loi sur les langues officielles</i>		2 976
Pêches et océans	14 516	
Étude du cadre stratégique du gouvernement		14 516
Peuples autochtones	37 979	
Projets de loi		15 988
Étude de questions d'ordre général		21 991
Sécurité nationale et défense	9 654	
Projets de loi		1 539
Étude spéciale sur la motion visant à faire changer l'appellation officielle de la Marine canadienne		3 858
Étude spéciale sur la politique de sécurité nationale		4 256

ACTIVITÉS DES COMITÉS (40^e législature, 3^e session)	TOTAL	MONTANT
Sous-comité des anciens combattants	2 870	
Charte des anciens combattants		2 870
TOTAL 40-3	302 448	302 448

**Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.*